

Iniciativa Privada

UAD
(1)



**Villa
Hayes**

**OCTUBRE
2022**

[Handwritten signature]

102
(2)

TOTAL EREN

Société anonyme au capital de 636.893.258 euros

Siège social : 37 rue La Pérouse, 75016 Paris

Immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 812 962 736

STATUTS

MIS A JOUR AU 10 NOVEMBRE 2021 PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN DATE
DU 10 NOVEMBRE 2021

Certifiés conformes



David Corchia, Directeur
Général

M^e Christophe BRAULT, Notaire à Paris (8^e)
4, rue de Berri. Certifie la... Signature.....
apposée(s)..... (Ci-contre, ci-dessus)
de M. David Corchia
Le 5/10/2021

*Cette certification de signature(s) ne peut
en aucun cas conférer au présent document
le caractère d'un acte Notarié : la responsabilité
du notaire, ne peut être mise en cause en ce
qui concerne le contenu du présent document.*

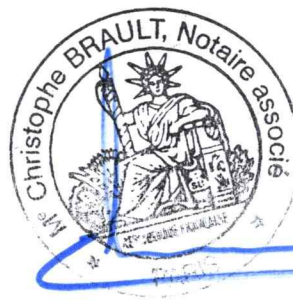
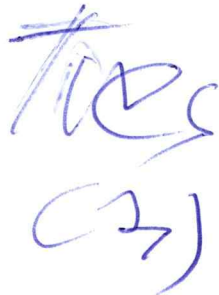




Table des Matières

Page

Titre 1 - Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée.....	3
Article 1 - Forme.....	3
Article 2 - Dénomination sociale	3
Article 3 - Objet	3
Article 4 - Siège Social	3
Article 5 - Durée	3
Titre 2 - Apports - Capital - Actions	4
Article 6 - Apports	4
Article 7 - Capital social	5
Article 8 - Modification du capital social	5
Article 9 - Forme des actions.....	6
Article 10 - Droits et obligations attachés aux actions.....	6
Article 11 - Cession et transmission des actions.....	7
Titre 3 - Administration et contrôle.....	7
Article 12 - Conseil d'administration	7
Article 13 - Président du Conseil d'administration.....	8
Article 14 - Fonctionnement du Conseil d'administration.....	8
Article 15 - Pouvoirs du Conseil d'administration	9
Article 16 - Pouvoirs du Président du Conseil d'administration	9
Article 17 - Directeur Général	9
Article 18 - Directeur Général Délégué.....	10
Article 19 - Commissaires aux comptes	10
Titre 4 - Assemblée Générale d'actionnaires	10
Article 20 - Réunion	10
Article 21 - Participation.....	11
Article 22 - Vote	11
Titre 5 - Assemblée Spéciale.....	11
Article 23 - Assemblée spéciale	11
Titre 6 - Dispositions financières	12
Article 24 - Comptes annuels.....	12
Article 25 - Affectation et répartition du bénéfice.....	12
Titre 7 - Dissolution - Liquidation - Contestations	13
Article 26 - Dissolution.....	13
Article 27 - Liquidation	13
Article 28 - Conversion des actions de préférence	13
Article 29 - Contestations	13



Titre 1 - Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Article 1 - Forme

La société est une société anonyme à Conseil d'administration (la « **Société** »).

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents Statuts (les « **Statuts** »).

La Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois puis transformée en société anonyme de droit luxembourgeois. Elle a pris la forme d'une société anonyme de droit français à Conseil d'administration à l'occasion du transfert de son siège social du Grand-Duché de Luxembourg en France réalisé conformément à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 16 juillet 2015.

Article 2 - Dénomination sociale

La Société a pour dénomination sociale **TOTAL EREN**.

Article 3 - Objet

La Société a pour objet de réaliser, tant en France qu'à l'étranger :

- la participation financière directe ou indirecte, par tous moyens, dans toute opération, entreprise, société ou groupement industriel ou commercial, en particulier dans le domaine de l'énergie ;
- l'achat et la vente de tous biens immeubles, bâtis ou non, situés tant en France qu'à l'étranger ainsi que toutes activités annexes et connexes, financières, immobilières et autres ayant pour conséquences, directes ou indirectes, de faciliter cette activité ;
- et plus généralement, toutes opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Article 4 - Siège Social

Le siège social de la Société est fixé au 37 rue La Pérouse, 75016 Paris.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du département ou d'un département limitrophe par décision du Conseil d'administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Lors d'un transfert décidé par le Conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les Statuts en conséquence.

Article 5 - Durée

La durée de la Société est de 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La Société peut être prorogée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'administration devra provoquer une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout actionnaire, après avoir vainement mis en demeure la Société, pourra demander au Président du Tribunal statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la décision ci-dessus.

Titre 2 - Apports - Capital - Actions

Article 6 - Apports

Les apports à la Société peuvent être effectués en nature ou en numéraire.

Suivant délibération de l'assemblée générale des actionnaires du 7 octobre 2015, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 695.730 € (assorti d'une prime d'apport de 674.162,37 €), pour porter le capital social de 231.893.833 € à 232.589.563 €, par l'émission de 695.730 ADP H (tel que ce terme est défini à l'Article 7 ci-après) de un (1) euro chacune de valeur nominale, à un prix de souscription de un euro et neuf cent soixante-neuf centimes (1,969) par ADP H, soit une prime d'apport unitaire de neuf cent soixante-neuf centimes (0,969) par ADP H.

Ces actions ont été attribuées aux apporteurs figurant ci-dessous en rémunération de l'apport par ces derniers à la Société des actions de la société Héléis SAS (5 rue Alfred de Vigny, 75008 Paris, 798 178 729 RCS Paris) selon la répartition figurant ci-dessous.

Nom	Prénom	Nombre d'actions apportées	Nombre d'ADP H souscrites
DEMOL	Fabienne	250	231.910
CLEMENTZ	Thierry	250	231.910
JUIN	Laurence	250	231.910
Total		750	695.730

Suivant délibérations de l'assemblée générale des actionnaires du 30 mai 2017, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 48.750.000 € (assorti d'une prime d'émission de 48.750.000 €), pour porter le capital social de 294.628.654 € à 343.378.654 €, par l'émission de 48.750.000 actions ordinaires d'un euro (1 €) chacune de valeur nominale, à un prix de souscription de deux euros (2 €) par action ordinaire, soit une prime d'émission d'un euro (1 €) par action ordinaire nouvelle.

Suivant délibérations de l'assemblée générale des actionnaires du 30 mai 2017, les actionnaires ont décidé la conversion de la totalité des 61.944.091 Actions de Préférence G existantes en 55.826.155 Actions de Préférence A et, en conséquence, une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant de 6.117.936 €.

Suivant délibérations de l'assemblée générale des actionnaires du 31 janvier 2019, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de quatre-vingt-trois millions cinq cent quatre-vingt-quinze mille quatre-vingt-quinze euros (83.595.095 €), pour porter le capital social de 337.260.718 € à 420.855.813 €, par l'émission de 83.595.095 actions ordinaires d'un euro (1 €) chacune de valeur nominale, à un prix de souscription de deux euros (2 €) par action ordinaire, soit une prime d'émission d'un euro (1 €) par action ordinaire nouvelle.

Suivant délibérations de l'assemblée générale des actionnaires du 3 avril 2019, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de soixante-dix-huit millions trois cent deux mille cinq cent cinquante-huit euros (78.302.558 €), pour porter le capital social de 420.855.813 € à 499.158.371 €, par l'émission de 78.302.558 actions ordinaires d'un euro (1 €) chacune de valeur nominale, à un prix de souscription de deux euros (2 €) par action ordinaire, soit une prime d'émission d'un euro (1 €) par action ordinaire nouvelle.

Cumulo
(4)

Suivant délibérations de l'assemblée générale des actionnaires du 3 avril 2019, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de cent trente-six millions trois cent soixante-trois mille six cent trente-sept euros (136.363.637 €), pour porter le capital social de 499.158.371 € à 635.522.008 €, par l'émission de 136.363.637 actions ordinaires d'un euro (1 €) chacune de valeur nominale, à un prix de souscription de deux euros et vingt centimes (2,20 €) par action ordinaire, soit une prime d'émission d'un euro et vingt centimes (1,20 €) par action ordinaire nouvelle.

Suivant délibérations du Conseil d'administration en date du 23 octobre 2019 sur autorisation donnée par l'assemblée générale à caractère extraordinaire et ordinaire en date du 18 avril 2018, il a été constaté une augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 170.000 euros au titre de l'attribution gratuite définitive de 170.000 actions ordinaires nouvelles par voie d'incorporation au capital du même montant par prélèvement sur le compte « primes d'émission ».

Suivant délibérations du Conseil d'administration en date du 5 novembre 2020 sur autorisation donnée par l'assemblée générale à caractère extraordinaire et ordinaire en date du 18 avril 2018, il a été constaté une augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 499.250 euros au titre de l'attribution gratuite définitive de 499.250 actions ordinaires nouvelles par voie d'incorporation au capital du même montant par prélèvement sur le compte « primes d'émission ».

Suivant délibérations du Conseil d'administration en date du 10 novembre 2021 sur autorisation donnée par l'assemblée générale à caractère extraordinaire et ordinaire en date du 14 octobre 2019, il a été constaté une augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 702.000 euros au titre de l'attribution gratuite de 702.000 actions ordinaires nouvelles par voie d'incorporation au capital du même montant par prélèvement sur le compte « primes d'émission ».

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de six cent trente-six millions huit cent quatre-vingt-treize mille deux cent cinquante-huit euros (636.893.258 €).

Il est divisé en six cent trente-six millions huit cent quatre-vingt-treize mille deux cent cinquante-huit (636.893.258) actions réparties en plusieurs catégories comme suit :

- Cinq cent quatre-vingts millions deux cent soixante-seize mille trois cent soixante-treize (580.276.373) actions ordinaires ayant une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, entièrement libérées au moment de leur souscription ;
- Cinquante-cinq millions huit cent vingt-six mille cent cinquante-cinq (55.826.155) actions de préférence de catégorie A, au sens des articles L. 228-11 et suivants du code de commerce, ayant une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, entièrement libérées, dont les caractéristiques sont décrites à l'Article 10 et en Annexe 1 des présents statuts (les « **Actions de Préférences A** » ou « **ADP A** »), convertibles en actions ordinaires conformément aux stipulations de l'Annexe 1 ; et
- Sept cent quatre-vingt-dix mille sept cent trente (790.730) actions de préférence de catégorie H, au sens des articles L. 228-11 et suivants du code de commerce, ayant une valeur nominale de un euro (1 €) chacune, entièrement libérées au moment de leur souscription, dont les caractéristiques sont décrites à l'Article 10 et en Annexe 2 des présents statuts (les « **Actions de Préférence H** » ou « **ADP H** ») ;

(les Actions de Préférences A et les Actions de Préférence H, ensemble les « **Actions de Préférence** »).

Article 8- Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit par tous modes et toutes manières autorisés par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont émises en la forme nominative.

Elles sont inscrites en comptes individuels dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 10 - Droits et obligations attachés aux actions

(a) Dispositions communes applicables aux actions ordinaires et aux Actions de Préférence

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Outre les droits non pécuniaires prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou les Statuts, chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Toutes les actions qui composent ou viendront à composer le capital social de la Société, pourvu qu'elles soient de même catégorie, de même valeur nominale et libérées d'un même montant, sont entièrement assimilées à partir du moment où elles portent même jouissance.

A chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions formant rompus nécessaires.

En cas de création de catégories distinctes d'actions, ce qui précède vaut pour chacune des actions d'une même catégorie, les droits de chaque catégorie d'actions résultant des décisions adoptées par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

(b) Dispositions particulières applicables aux Actions de Préférence

(i) Droits attachés à toutes les Actions de Préférence

Les Actions de Préférence d'une catégorie déterminée sont entièrement assimilées aux actions ordinaires, à l'exception des droits particuliers prévus aux présents statuts.

Les porteurs des Actions de Préférence d'une catégorie déterminée seront constitués en assemblée spéciale.

Le maintien des droits particuliers qui leur sont conférés est assuré pour toute modification juridique susceptible d'affecter ces droits, ainsi qu'en cas de modification ou amortissement du capital, de fusion ou de scission, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier :

- conformément aux dispositions de l'article L. 225-99 alinéa 2 du code de commerce, la décision de l'Assemblée Générale de modifier les droits relatifs aux Actions de Préférence d'une ou de plusieurs catégories ne sera définitive qu'après approbation de l'Assemblée Spéciale des porteurs des Actions de Préférence de chacune de ces catégories ;

- Circ
(5)
- conformément aux dispositions de l'article L. 228-16 du code de commerce, en cas de modification ou amortissement du capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire détermine les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'Actions de Préférence de chaque catégorie ;
 - conformément aux dispositions de l'article L. 228-17 du code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les Actions de Préférence de chaque catégorie pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents, ou selon une parité d'échange spécifique tenant compte des droits particuliers abandonnés ; en l'absence d'échange contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Spéciale des porteurs des Actions de Préférence de chaque catégorie.

(ii) Autres dispositions particulières applicables aux Actions de Préférence A.

Les dispositions particulières applicables aux Actions de Préférence A sont visées en Annexe 1 des présents Statuts.

(iii) Autres dispositions particulières applicables aux Actions de Préférence H.

Les dispositions particulières applicables aux Actions de Préférence H sont visées en Annexe 2 des présents Statuts.

Article 11 - Cession et transmission des actions

Le transfert de tout ou partie de la propriété d'actions ne peut s'opérer que par virement de compte à compte sur présentation d'un ordre de mouvement signé par le titulaire du compte débité.

Titre 3 - Administration et contrôle

Article 12 - Conseil d'administration

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus, sous réserve des dérogations prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

Ils sont nommés, renouvelés ou révoqués conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois (3) ans renouvelables. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les administrateurs ne peuvent pas être âgés de plus de 85 ans. Lorsque cette limite d'âge est atteinte en cours de fonctions, l'administrateur est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs censeurs. Les censeurs sont des personnes physiques ou morales, choisies parmi les actionnaires ou en dehors d'eux. La durée des fonctions des censeurs est de un (1) an à trois (3) ans sauf démission ou révocation décidée par le Conseil d'administration. Les modalités d'exercice de la mission des censeurs, en ce compris leur éventuelle rémunération, sont arrêtées par le Conseil d'administration. Les censeurs sont rééligibles. Ils ont la faculté de participer aux réunions du Conseil

d'administration et d'obtenir les informations mises à la disposition des administrateurs, sans toutefois pouvoir prendre part au vote. Ils seront convoqués à toutes les réunions du Conseil d'administration dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les administrateurs.

Article 13 - Président du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un Président. Le Président est nommé pour une durée de trois (3) ans renouvelable. Le Conseil d'administration détermine sa rémunération. Le Conseil d'administration peut le révoquer à tout moment. Le Président ne peut pas être âgé de plus de 85 ans.

Article 14 - Fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins tous les deux (2) mois, sur convocation de son Président, au siège social ou en tout autre lieu précisé lors de la convocation.

Les convocations sont faites par son Président par tous moyens avec un préavis de cinq (5) jours ou, en cas d'urgence, avec un préavis de deux (2) jours. En cas de dissociation des fonctions de direction, le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Lorsque le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, tout membre du Conseil d'administration peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour proposé par ledit membre du Conseil d'administration, et à défaut de convocation par le Président dans les cinq (5) jours de cette demande, convoquer celui-ci lui-même.

Le Conseil d'administration peut valablement délibérer, même en l'absence de convocation, si tous ses membres sont présents ou représentés ou si tous les membres absents ou non représentés consentent par écrit à ce que la réunion du Conseil d'administration se tienne en leur absence.

Un administrateur peut donner par écrit mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Sous réserve des décisions pour lesquelles la loi exclut ce mode de consultation, seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du Conseil d'administration participant à la séance du Conseil d'administration, tant en leur nom propre qu'au titre d'un mandat de représentation.

Les délibérations des réunions du Conseil d'administration sont constatées par un procès-verbal, et des copies ou extraits des procès-verbaux sont délivrés et certifiés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil d'administration est tenue à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président ainsi qu'à une obligation générale de réserve.

Sec
coj

Article 15 - Pouvoirs du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs qui lui sont conférés par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En particulier, il détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées Générales et dans la limite de l'objet social, il peut se saisir de toute question intéressant la bonne marche de la Société et régler par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et aux vérifications qu'il juge opportuns.

Le Conseil d'administration peut instituer des comités dont il fixe la composition et les attributions qui exercent leur activité sous sa responsabilité et qui ont pour vocation de l'assister dans ses missions. Les comités, dans leur domaine de compétence, émettent des propositions, recommandations et avis selon le cas.

Article 16 - Pouvoirs du Président du Conseil d'administration

Le Président dispose des pouvoirs qui lui sont conférés par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En particulier, il organise et dirige les travaux du Conseil d'administration, dont il rend compte à l'Assemblée Générale des actionnaires. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure d'accomplir leur mission.

A ce titre, le Président a la charge d'assurer que les membres du Conseil d'administration et les censeurs reçoivent, concomitamment à la convocation du Conseil d'administration (et au moins un (1) jour avant sa tenue en cas d'urgence), l'ordre du jour de la réunion, ainsi que toutes les informations et documents permettant de statuer sur les propositions de décisions soumises à l'approbation du Conseil d'administration et tous les détails raisonnables sur les propositions de décisions soumises à l'approbation du Conseil d'administration.

Article 17 - Directeur Général

La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'administration décide si la direction générale est assumée par le Président du Conseil d'administration ou si elle est assumée par une autre personne portant le titre de Directeur Général. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Le Conseil d'administration délibère sur ce choix à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Lorsque la Direction Générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'administration, les dispositions ci-après relatives au Directeur Général lui sont applicables.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration parmi les membres du Conseil d'administration ou en dehors d'eux. Il doit obligatoirement être une personne physique.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que les dispositions législatives et réglementaires en vigueur attribuent expressément aux Assemblées Générales et au Conseil d'administration.

Le Directeur Général ne peut pas être âgé de plus de 85 ans. Lorsque cette limite d'âge est atteinte, l'intéressé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale

J

statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

La durée du mandat du Directeur Général est de trois (3) ans renouvelables. Lorsque le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Conseil d'administration détermine la rémunération du Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'administration.

Article 18- Directeur Général Délégué

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques, chargée d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué. Le nombre de Directeurs Généraux Délégués ne peut excéder cinq.

Le Directeur Général Délégué doit obligatoirement être une personne physique.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'administration détermine l'étendue des pouvoirs confiés aux Directeurs Généraux Délégués. Les Directeurs Généraux Délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Les Directeurs Généraux Délégués ne peuvent pas être âgés de plus de 85 ans. Lorsque cette limite d'âge est atteinte, l'intéressé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale.

La durée du mandat des Directeurs Généraux Délégués est de trois (3) ans renouvelables. Lorsque le Directeur Général Délégué est administrateur, la durée de sa fonction ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Conseil d'administration détermine la rémunération des Directeurs Généraux Délégués.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment, sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

Article 19- Commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne au moins un Commissaire aux comptes. Elle doit également désigner un Commissaire aux Comptes Suppléant pour chaque Commissaire aux Comptes titulaire.

Les Commissaires aux comptes accomplissent leur mission conformément aux dispositions législatives en vigueur.

Titre 4 - Assemblée Générale d'actionnaires

Article 20 - Réunion

Les Assemblées Générales sont convoquées et tenues dans les conditions, formes et délais fixés par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu, en France ou à l'étranger, précisé dans l'avis de convocation.

Les Assemblées Générales sont présidées par le Président du Conseil d'administration, en son absence ou en cas d'empêchement, par un administrateur préalablement désigné par le Conseil d'administration, à défaut, l'Assemblée Générale élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée Générale disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrées et certifiées conformément à la loi.

Article 21 - Participation

Tout actionnaire a le droit, quel que soit le nombre de ses actions, de participer, personnellement ou par mandataire, aux Assemblées Générales, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom à la date de l'Assemblée Générale.

Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Le mandataire accomplit ses missions conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Tout actionnaire peut, si le Conseil d'administration le permet au moment de la convocation d'une Assemblée Générale, participer aux Assemblées Générales par voie de visioconférence ou par tous moyens de télécommunication et télétransmission, y compris Internet, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Cet actionnaire est alors réputé présent à cette Assemblée Générale pour le calcul du quorum et de la majorité.

Article 22 - Vote

Le droit de vote attaché aux actions ordinaires et aux Actions de Préférence A est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent, et chacune de ces actions est assortie d'un droit de vote dans les Assemblées Générales des actionnaires.

En cas de démembrement de la propriété de ces actions, le droit de vote appartient à l'usufruitier lors des Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire lors des Assemblées Générales Extraordinaires.

Tout titulaire de ces actions peut voter par correspondance dans les conditions et selon les modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les Actions de Préférence H ne sont assorties d'aucun droit de vote dans les Assemblées Générales des actionnaires.

Titre 5 - Assemblée Spéciale

Article 23- Assemblée spéciale

L'Assemblée Spéciale des porteurs d'Actions de Préférence d'une catégorie déterminée est convoquée et délibère dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les dispositions du Titre 4 des présents statuts, étant précisé que chaque Action

de Préférence d'une catégorie déterminée est assortie d'un droit de vote dans les Assemblées Spéciales des porteurs des Actions de Préférence de ladite catégorie déterminée.

Les décisions de la Société ou de l'Assemblée Générale des actionnaires ne sont définitives qu'après approbation par l'Assemblée Spéciale des porteurs d'Actions de Préférence d'une catégorie déterminée lorsqu'elles sont relatives à la modification des droits des Actions de Préférence de ladite catégorie déterminée.

Titre 6 - Dispositions financières

Article 24 - Comptes annuels

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année. Par exception, le premier exercice social commencera à compter du jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2015.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire, arrête les comptes annuels puis établit le rapport de gestion conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 25 - Affectation et répartition du bénéfice

Le compte de résultat fait apparaître le bénéfice ou la perte de l'exercice dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le bénéfice distribuable est déterminé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, après notamment toute imputation, prélèvement ou dotation obligatoire en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ce bénéfice est à la disposition de l'Assemblée Générale des actionnaires qui peut, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et après dotation de la réserve légale, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, le mettre en distribution à titre de dividende, et/ou en faire toute autre utilisation non prohibée par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de toutes autres sommes dont elle a la disposition en vertu desdites dispositions ; en ce cas, la décision indique expressément les postes comptables sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes mises en distribution sont réparties entre les actionnaires proportionnellement à la quotité de capital appartenant à chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont régies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il peut être distribué, sur décision du Conseil d'administration, des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice (y compris avant la clôture de l'exercice), dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Titre 7 - Dissolution - Liquidation - Contestations

Article 26 - Dissolution

Hormis le cas de dissolution judiciaire prévu par les dispositions législatives et réglementaires applicables, il n'y a dissolution de la Société qu'à l'expiration du terme fixé par les Statuts ou par la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Article 27 - Liquidation

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, y compris à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à poursuivre l'exécution des contrats en cours ou à en signer de nouveaux pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux actionnaires du montant nominal non amorti de leurs actions est réparti entre les actionnaires en tenant compte, le cas échéant, des droits de catégories différents.

Article 28 - Conversion des actions de préférence

Les Actions de Préférence émises par la Société seront convertibles, en partie ou en totalité, selon les modalités prévues par la loi et les présents statuts.

Si le ratio de conversion applicable à une Action de Préférence d'une catégorie déterminée est supérieur à 1, l'émission des actions résultant de la conversion des Actions de Préférence de ladite catégorie déterminée entraînera une augmentation du capital de la Société dont le montant sera libéré en intégralité par prélèvement sur un compte de réserves facultatives, bénéfices ou primes.

Si en revanche le ratio de conversion applicable à une Action de Préférence d'une catégorie déterminée est inférieur à 1, l'émission des actions résultant de la conversion des Actions de Préférence de ladite catégorie déterminée entraînera une réduction de capital dont le montant sera inscrit en prime d'émission. Il sera fait application des dispositions de l'article L. 228-14 du Code de commerce. En particulier, les opérations de conversion ne pourront commencer qu'à l'issue du délai d'opposition dont bénéficient les créanciers de la Société ou, le cas échéant, après qu'il ait été statué en première instance sur toute opposition qui aurait été formée.

La conversion d'Actions de Préférence ne pourra donner lieu qu'à la souscription d'un nombre entier d'actions. Les rompus susceptibles d'apparaître seront calculés en faisant masse de toutes les Actions de Préférence converties par leur porteur de telle sorte que chaque conversion par ce porteur ne puisse donner lieu qu'à un seul rompu. Lorsque le porteur d'Actions de Préférence convertissant ses Actions de Préférence aura droit à un nombre d'actions comportant une fraction formant rompu, ce porteur obtiendra le nombre entier d'actions immédiatement inférieur au nombre comportant une fraction rompue.

Article 29 - Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou au cours de la liquidation soit entre la Société et les actionnaires, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social. A cet effet, tout actionnaire est tenu, en cas de contestation, de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la Société.

Annexe 1

Dispositions particulières applicables aux Actions de Préférence A

1. Chaque Action de Préférence A donne droit à un droit de vote dans les Assemblées Générales d'actionnaires.
2. En cas de distribution par la Société, notamment sous forme de rémunération ou remboursement de compte courant d'actionnaires, distribution de dividendes, réserves, réduction de capital par la Société, les Actions de Préférence A seront traitées *pari passu* avec les actions ordinaires.
3. Les Actions de Préférence A seront automatiquement converties en actions ordinaires dans les cas et selon les termes visés ci-après :
 - (a) Dans le cadre d'une sortie (à savoir un Transfert des Actions de Préférence A et/ou des actions ordinaires dans le cadre de la mise en œuvre du Droit de Cession Conjointe Totale, du Droit de Sortie Forcée, une dissolution, une liquidation, une Introduction en Bourse de la Société, un redressement ou une liquidation judiciaire de la Société) (chacun de ces cas, une "Sortie"), les Actions de Préférence A devant être Transférées dans le cas de cette Sortie (ou, en cas de dissolution, de liquidation, ou d'Introduction en Bourse de la Société, la totalité des Actions de Préférence A) seront automatiquement converties en actions ordinaires à un ratio permettant au porteur d'Actions de Préférence A de recevoir pour chaque Action de Préférence A un montant qui soit le plus élevé entre :
 - (i) la valeur d'une action ordinaire dans le cadre de ladite Sortie ; et
 - (ii) la Valeur Plancher d'une Action de Préférence A.
 - (b) En cas de Transfert par un Investisseur à son initiative de ses actions de la Société (sauf Transfert réalisé dans le cadre d'une Introduction en Bourse de la Société, sauf Transfert Libre visé aux articles 11.1, 11.2 et 11.5(ii) du Pacte d'Actionnaires et sauf Transfert réalisé dans le cadre du Droit de Cession Conjointe Totale), les Actions de Préférence A cédées par cet Investisseur seront converties en actions ordinaires selon un ratio d'une (1) action ordinaire pour une (1) Action de Préférence A.
 - (c) *Définitions*

Les termes visés dans la présente Annexe 1 et commençant par une majuscule (i) ont la définition qui en est donnée dans la présente Annexe ou (ii) s'ils ne sont pas définis dans la présente Annexe, ont le sens qui en est donné dans le Pacte d'Actionnaires (tel que ce terme est défini ci-après) :

"Date de Calcul de la Valeur Plancher des Actions de Préférence A" désigne la première des deux dates suivantes : (i) la date de Sortie ou (ii) la date d'expiration de la Période de TRI Minimum correspondante.

"Flux des Actions de Préférence A" désigne (A) tout flux passé entre la Société et les porteurs d'Action de Préférence A au titre des Actions de Préférence A, notamment (i) distribution de dividendes, réserves, réduction de capital par la Société, (ii) indemnisation par la Société au titre du contrat de garantie conclue le 7 octobre 2015 entre la Société et les Investisseurs, (iii) à l'occasion d'une Sortie, ou (iv) souscription d'Actions de Préférence, et (B) les coûts de conseils externes supportés conjointement par les Investisseurs dans le cadre de la réalisation de l'Etape 1 dans une limite de 650.000 € (les "**Coûts Externes**"), étant précisé que l'ensemble des flux passés entre la Société et les porteurs d'Actions de Préférence G seront assimilés à des flux passés entre la Société et les porteurs d'Action de Préférence A. Les flux à destination des

porteurs d'Action de Préférence A seront considérés comme négatifs. Les flux à destination de la Société et les Coûts Externes seront considérés comme positifs.

"**Pacte d'Actionnaires**" désigne le pacte d'actionnaires conclu entre, notamment, Total Eren Holding SA, Total SA, New Eren SA, FPCI ETI 2020, fonds professionnel de capital-investissement représenté par sa société de gestion Bpifrance Investissement, Zephyr Investissement, Greenova, Pâris Mouratoglou et David Corchia en date du 1^{er} décembre 2017, en présence de la Société (et tel que ce pacte d'actionnaires pourra être, par la suite, modifié, le cas échéant).

"**Valeur Plancher d'une Action de Préférence A**" désigne la valeur d'une Action de Préférence A permettant aux Investisseurs d'obtenir, à la Date de Calcul de la Valeur Plancher des Actions de Préférence A, un taux de retour sur investissement égal au TRI Minimum. Cette valeur sera calculée comme suit :

$$\sum \frac{\text{Flux des APA} * (1 + \text{TRI Minimum})^{\left(\frac{N_{flux}}{365}\right)}}{\text{Nombre d'APA}}$$

où "**Flux des APA**" correspond au terme "*Flux des Actions de Préférence A*" tel qu'il est défini ci-dessus et "**N_flux**" correspond au nombre de jours écoulés entre la date du Flux des APA et la Date de Calcul de la Valeur Plancher des Actions de Préférence A.

"**TRI Minimum**" signifie un taux annuel de 5% pendant la Période de TRI Minimum et un taux annuel de 0% au-delà de la Période de TRI Minimum.

"**Période de TRI Minimum**" : signifie une période de quatre (4) ans à compter du 7 octobre 2015.

4. Toute émission par la Société d'actions de préférence ayant des droits financiers supérieurs aux droits définis ci-dessus devra être approuvée par des porteurs d'Actions de Préférence A détenant plus de 2/3 des Actions de Préférence A.

Annexe 2

Dispositions particulières applicables aux Actions de Préférence H

P103
(10)

1. Droit de vote

Aucun droit de vote n'est attaché aux Actions de Préférence H.

2. Droit aux dividendes et sommes assimilées

Les Actions de Préférence H sont traitées *pari passu* avec les actions ordinaires de la Société en cas de distribution de tout dividende, tout acompte sur dividende, toute distribution de bénéfices, réserves ou primes, toute répartition de l'actif social (notamment par réduction du capital), liquidation et autres opérations assimilées, et ce proportionnellement à la quotité du capital qu'elles représentent.

3. Conversion

Les Actions de Préférence H seront converties en actions ordinaires de la Société dans les cas et selon les termes visés ci-après :

3.1 *Parité de conversion*

Chaque Action de Préférence H donnera droit à un nombre "y" d'actions ordinaires de la Société calculé comme suit :

$$y = \left(\frac{V_c - V_0 + 0,9D}{V_c} \right) \times 10$$

où :

- (i) "**V_c**" désigne la valorisation de l'ensemble des fonds propres de la Société à la Date de Référence de Conversion divisée par le nombre d'actions de la Société à la Date de Référence de Conversion ;
- (ii) "**V₀**" signifie 1,574 EUR (calculé sur la base d'actions de la Société d'un euro de valeur nominale chacune) ;
- (iii) "**D**" désigne le résultat de la formule suivante :

$$D = \sum \frac{\text{Dividendes}_n}{\text{Nb actions}_n}$$

Où :

"**Dividendes_n**" désigne le montant de tout dividende, tout acompte sur dividende, toute distribution de bénéfices, réserves ou primes, toute répartition de l'actif social (notamment par réduction du capital) et autres sommes assimilées, versé aux actionnaires de la Société à un instant "n" se situant entre le 7 octobre 2015 et la Date de Référence de Conversion ; et

"**Nb actions_n**" désigne le nombre d'actions de la Société à l'instant "n" visé au paragraphe précédent ;

"**Date de Référence de Conversion**" désigne la date de réception par la Société de la

21

Demande de Conversion (au sens donné à ce terme au paragraphe 3.2(a) ci-dessous ou, le cas échéant, au paragraphe 3.2(b) ci-dessous) ;

étant précisé que :

- en cas de tout regroupement ou division d'actions de la Société entre le 7 octobre 2015 et la Date de Référence de Conversion, chacun de " V_0 " et " D " devra être ajusté en conséquence ; et
- " y " est également désigné ci-après dans la présente Annexe comme le "**Ratio de Conversion H**" ;
- chacun de " V_c " et " D " est désigné individuellement comme un "**Agrégat H**" et, collectivement, comme les "**Agrégats H**" ; et
- si l'application de la formule de calcul de " y " résulte en un nombre négatif, " y " sera, pour les besoins de la présente Annexe, réputé être égal à 0.

3.2 Conversion optionnelle

Les Actions de Préférence H seront converties en actions ordinaires de la Société, à la demande de tout porteur d'Action de Préférence H (un "**Porteur ADPH**") dans les cas et selon les termes visés ci-après au présent paragraphe 3.2 :

- (a) Tout Porteur ADPH pourra demander, à tout moment entre le 1^{er} juillet 2024 (ou le 1^{er} janvier 2025 dans le cadre de la prorogation visée à l'article 6.1.4 du Pacte d'Actionnaires H) et le 1^{er} juillet 2026, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Société et aux autres Porteurs ADPH, la conversion de l'intégralité (et de l'intégralité seulement) des Actions de Préférence H qu'il détient en actions ordinaires nouvelles à émettre par la Société (une "**Demande de Conversion**") selon les termes visés ci-après au présent paragraphe 3.2(a) :

- (i) Dans l'hypothèse où un Porteur ADPH adresserait à la Société une Demande de Conversion conformément au précédent alinéa, la Société et le Porteur ADPH concerné s'efforceront de bonne foi de s'accorder sur les Agrégats H et le Ratio de Conversion H en résultant.

Il est précisé à ce titre que, dans l'éventualité où, dans les six (6) mois précédant la réception par la Société d'une Demande de Conversion, les fonds propres de la Société auraient fait l'objet, à la demande de la Société ou de ses actionnaires, de travaux de valorisation par un expert indépendant, le Porteur ADPH et la Société s'appuieront, dans le cadre de leurs discussions de bonne foi visées au précédent alinéa, sur lesdits travaux de valorisation (sous réserve des ajustements pertinents qui devraient être apportés) afin de déterminer les Agrégats H et le Ratio de Conversion H en résultant.

- (ii) A défaut d'accord entre la Société et le Porteur ADPH concerné dans les 15 jours calendaires suivant la réception par la Société de la Demande de Conversion, le plus diligent de la Société et du Porteur ADPH concerné pourra notifier par écrit à l'autre partie une demande de désignation d'un expert indépendant, qui devra être un établissement de réputation internationale de premier rang (respectivement, la "**Demande d'Expertise**" et l'"**Expert**"), chargé de déterminer les Agrégats H et le Ratio de Conversion H en résultant. Tout Demande d'Expertise devra également être notifiée à l'ensemble des

autres Porteurs ADPH.

Dans le cas où une Demande d'Expertise serait adressée, la Société et le Porteur ADPH concerné s'efforceront de bonne foi de s'accorder sur un Expert acceptant cette mission. Toutefois, dans le cas où, pour quelque raison que ce soit, la Société et le Porteur ADPH n'arrivaient pas à s'accorder sur le nom d'un Expert acceptant cette mission dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la Demande d'Expertise par la partie concernée, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal de commerce de Paris, statuant comme en matière de référé et sans recours possible, à la demande du plus diligent de la Société et du Porteur ADPH concerné.

Il est précisé à ce titre que, dans l'éventualité où, dans les six (6) mois précédant la réception par la Société d'une Demande de Conversion, les fonds propres de la Société auraient fait l'objet, à la demande de la Société ou de ses actionnaires, de travaux de valorisation par un expert indépendant, ledit expert (i) sera désigné comme Expert pour les besoins de la présente Annexe et (ii) (en sus de ce qui est indiqué ci-dessous au présent paragraphe 3.2) s'appuiera sur lesdits travaux de valorisation (sous réserve des ajustements pertinents qui devraient être apportés) afin de déterminer les Agrégats H et le Ratio de Conversion H en résultant.

- (iii) A l'effet de déterminer les Agrégats H et le Ratio de Conversion H en résultant, l'Expert ainsi désigné devra agir dans le cadre et conformément aux dispositions de l'article 1592 du code civil, devra appliquer les principes et définitions visés dans la présente Annexe, et notamment la formule de calcul visée au paragraphe 3.1 ci-dessus, et devra respecter le principe du contradictoire à l'égard de la Société et du Porteur ADPH concerné tout au long de sa mission. La Société et le Porteur ADPH concerné s'engagent à coopérer pleinement et de bonne foi avec l'Expert et à lui fournir tous documents ou informations, comptables ou autres, qu'il estimerait utile à sa mission.
- (iv) L'Expert devra, dans toute la mesure du possible, transmettre sa détermination des Agrégats H et du Ratio de Conversion H en résultant à la Société et à l'ensemble des Porteurs ADPH dans un délai de 30 jours calendaires (ou tout autre délai décidé d'un commun accord entre la Société et le Porteur ADPH concerné) à compter de l'acceptation de sa mission ; l'Expert devra en outre transmettre sans délai à la Société et à l'ensemble des Porteurs ADPH la preuve de l'envoi de sa détermination des Agrégats H et du Ratio de Conversion H en résultant aux autres destinataires ; la date de réception par la Société de la détermination par l'Expert des Agrégats H et du Ratio de Conversion H en résultant étant désignée comme la "**Date de Détermination**".

Pour la bonne règle, l'Expert devra, dans le cadre de sa détermination de chacun des Agrégats H et du Ratio de Conversion H en résultant, déterminer et notifier à la Société et à l'ensemble des Porteurs ADPH un nombre entier, et non donner une fourchette.

- (v) La détermination par l'Expert, conformément aux stipulations de la présente Annexe, des Agrégats H et du Ratio de Conversion H en résultant, sera définitive et s'imposera à la Société, au Porteur ADPH concerné, ainsi que (pour les besoins du paragraphe 3.3(a) ci-dessous) aux autres Porteurs d'ADPH, sans recours possible (sauf erreur grossière).
- (vi) Si l'Expert ne veut pas ou ne peut pas, pour quelque raison que ce soit, déterminer les Agrégats H et le Ratio de Conversion H en résultant de la manière indiquée ci-dessus, il devra le notifier à la Société et au Porteur ADPH

concerné et, en tout état de cause, sauf accord mutuel contraire de la Société et du Porteur ADPH concerné, si l'Expert ADPH n'a pas déterminé les Agrégats H et le Ratio de Conversion H en résultant dans les 45 jours calendaires de l'acceptation de sa mission, la procédure de désignation d'un Expert et de détermination des Agrégats H et du Ratio de Conversion H en résultant par celui-ci pourra être initiée de nouveau à la demande du plus diligent de la Société et du Porteur ADPH concerné, auquel cas (x) l'Expert précédemment désigné sera automatiquement et de plein droit dessaisi à compter de cette demande et (y) ladite procédure de désignation d'un Expert et de détermination par celui-ci des Agrégats H et du Ratio de Conversion H en résultant s'appliquera à nouveau de la manière indiquée à la présente Annexe. Et ainsi de suite jusqu'à ce que les Agrégats H et le Ratio de Conversion H en résultant soient déterminés par un Expert désigné et statuant en application de cette procédure.

- (vii) Les honoraires et frais de l'Expert seront supportés par la Société.
- (viii) Les Actions de Préférence H seront converties automatiquement le 10^{ème} jour calendaire suivant (x) la date à laquelle la Société et le Porteur d'APH concerné se seront accordés sur les Agrégats H et le Ratio de Conversion H en résultant ou, le cas échéant, (y) la Date de Détermination.
- (b) En cas de Changement de Contrôle de la Société ou d'Introduction en Bourse NE, tout Porteur ADPH pourra également demander, à tout moment au cours d'une période de 10 jours calendaires suivant la date de réception par ledit Porteur ADPH de la Notification de Transfert relative au Transfert entraînant ledit Changement de Contrôle ou de la notification relative à ladite Introduction en Bourse NE, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Société et aux autres Porteurs ADPH, la conversion de l'intégralité (et de l'intégralité seulement) des Actions de Préférence H qu'il détient en actions ordinaires nouvelles à émettre par la Société (également, la "**Demande de Conversion**") selon les termes visés ci-après au présent paragraphe 3.2(b).

Dans l'hypothèse où un Porteur ADPH adresserait à la Société une Demande de Conversion conformément au précédent alinéa, l'intégralité des Actions de Préférence H du Porteur ADPH concerné seront automatiquement converties le 10^{ème} jour suivant la date de réception par la Société de la Demande de Conversion, en un nombre d'actions ordinaires de la Société calculé selon le Ratio de Conversion H déterminé en considérant que l'Agrégat H " V_c " est égal (nonobstant sa définition ci-dessus) au prix par action de la Société convenu avec le cessionnaire dans le cadre dudit Transfert entraînant un Changement de Contrôle ou (si applicable) au Prix Déterminé par Transparence.

Il est par ailleurs précisé que toute Demande de Conversion qui serait reçue au titre du paragraphe 3.2(a) ci-dessus entre (i) la date de réception par le Porteur ADPH concerné de la Notification de Transfert relative au Transfert entraînant ledit Changement de Contrôle ou, selon le cas, la notification relative à l'Introduction en Bourse NE et (ii) la date de réalisation effective dudit Transfert entraînant ledit Changement de Contrôle ou, selon le cas, de l'Introduction en Bourse NE, sera considérée comme étant une Demande de Conversion faite par ledit Porteur ADPH au titre du présent paragraphe 3.2(b), et à la suite de laquelle il sera ainsi fait application des dispositions du présent paragraphe 3.2(b) pour les modalités de conversion des Actions de Préférence H concernées.

3.3 Conversion automatique



Les Actions de Préférence H seront converties automatiquement en actions ordinaires de la Société dans les cas et selon les termes visés ci-après au présent paragraphe 3.3 :

- (a) dans l'hypothèse où, à la suite d'une Demande de Conversion notifiée par l'un quelconque des Porteurs ADPH, les Agrégats H et le Ratio de Conversion H seraient déterminés par recours à l'Expert selon la procédure décrite aux paragraphes 3.2(a)(ii) à 3.2(a)(vii) ci-dessus ;

auquel cas, l'intégralité des Actions de Préférence H alors en circulation seront automatiquement converties le 10^{ème} jour suivant la Date de Détermination en un nombre d'actions ordinaires de la Société calculé selon le Ratio de Conversion H déterminé par l'Expert ;

- (b) en cas d'exercice du Droit de Sortie Forcée ou, le cas échéant, du Drag-Along Investisseurs ou, le cas échéant, d'une Introduction en Bourse de la Société ;

auquel cas, l'intégralité des Actions de Préférence H alors en circulation seront automatiquement converties le 10^{ème} jour suivant la date de réception par la Société de la notification d'exercice relative du Droit de Sortie Forcée ou, le cas échéant, du Drag-Along Investisseurs (ou, dans le cas d'une Introduction en Bourse de la Société, immédiatement préalablement à ladite Introduction en Bourse), en un nombre d'actions ordinaires de la Société calculé selon le Ratio de Conversion H déterminé en considérant que l'Agrégat H " V_c " est égal (nonobstant sa définition ci-dessus) au prix par action de la Société convenu avec le cessionnaire dans le cadre du Transfert objet du Droit de Sortie Forcée ou, le cas échéant, du Drag-Along Investisseurs (ou, dans le cas d'une Introduction en Bourse de la Société, au prix par action de la Société retenu dans le cadre de ladite Introduction en Bourse) ;

Par ailleurs, en cas d'absence de conversion de tout ou partie des Actions de Préférence H préalablement au 1^{er} juillet 2026, les Actions de Préférence H alors en circulation ne seront plus convertibles en actions ordinaires de la Société et il sera fait application, le premier jour ouvré suivant le 1^{er} juillet 2026, de la formule de calcul visée au paragraphe 3.1 ci-dessus en considérant que " y " est égal à 0, résultant ainsi en une réduction du capital de la Société à hauteur de l'intégralité des Actions de Préférence H alors en circulation, qui sera réalisée conformément aux termes des présents Statuts ;

étant toutefois précisé à ce titre que, si, au 1^{er} juillet 2026, (i) une conversion d'Actions de Préférence H est alors en cours du fait (x) de Demande(s) de Conversion reçues par la Société préalablement au 1^{er} juillet 2026 ou (y) de la survenance préalablement au 1^{er} juillet 2026 d'un cas de conversion automatique des Actions de Préférence H, et (ii) ladite conversion d'Actions de Préférence H n'est alors pas encore effectivement réalisée, les dispositions des paragraphes 3.2 ou, selon le cas, 3.3(a) et (b) ci-dessus continueront à s'appliquer et prévaudront sur celles du précédent alinéa.

4. Incessibilité

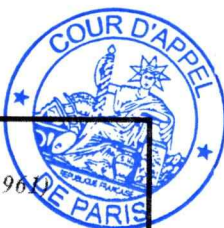
Les Actions de Préférence H sont incessibles (sauf cession au profit des ayants-droits d'un Porteur ADPH en cas de décès ou d'invalidité permanente dudit Porteur ADPH) aussi longtemps qu'elles n'auront pas été converties en actions ordinaires de la Société dans les cas et selon les termes visés dans la présente Annexe.

5. Dispositions générales

- (a) Pour les besoins de la présente Annexe, les termes "*Changement de Contrôle*", "*Droit*

de Sortie Forcée", "Introduction en Bourse", "Introduction en Bourse NE", "Notification de Transfert", "Drag-Along Investisseurs", "Prix Déterminé par Transparence", et "Transfert" ont le sens qui leur est donné dans le contrat intitulé "Pacte d'Actionnaires H" conclu entre certains actionnaires de la Société (dont les Porteurs ADPH), en date du 1^{er} décembre 2017, en présence de la Société (ce pacte, tel qu'il pourra, par la suite, être modifié, le cas échéant, le "**Pacte d'Actionnaires H**").

- (b) Dans le cas où, par application des dispositions de la présente Annexe, le Ratio de Conversion H applicable au titre d'une conversion donnée d'Actions de Préférence H serait inférieur à 1, ladite conversion résultera en une réduction du capital de la Société qui sera réalisée conformément aux termes des présents Statuts et les délais visés ci-dessus pour la réalisation effective de ladite conversion seront ajustés en conséquence afin de prendre en considération les délais requis pour le traitement des droits des créanciers de la Société au titre de ladite réduction de capital.
- (c) Les actions ordinaires nouvelles de la Société résultant de la conversion des Actions de Préférence H porteront jouissance à compter de leur émission et seront soumises aux dispositions des statuts de la Société. Elles seront entièrement assimilées aux actions ordinaires existantes dès leur émission.



APOSTILLE

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. République française Paraguay
- Le présent acte public
2. a été signé par **Me** Brouelt
3. agissant en qualité de **Notaire**
4. est revêtu du sceau/timbre de **Son étude**

Attesté

5. à Paris
6. le **05 OCT. 2022** Munaut
7. par le Procureur général près la Cour d'appel de Paris
Michel LERNOUT
8. sous n° **8221-B** Avocat Général
9. Sceau
10. Signature



L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou du timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est exact ou que la République française approuve son contenu"

Traducción.

TOTAL EREN

Sociedad anónima con capital de 636.893.258 euros

Sede social: 37 RUE La Pérouse, 75016 Paris

Inscrita en el RCS de París bajo el número 812 962 736

ESTATUTOS

**ACTUALIZADOS AL 10 DE NOVIEMBRE DE 2021 POR LA ASAMBLEA GENERAL
EXTRAORDINARIA DE FECHA 10 DE NOVIEMBRE 2021.**

Certificados conformes

M. Christophe BRAULT, notario en Paris (8) 4, rue de Berri. Certifica que las firmas impuestas en este documento pertenecen a: David Corchia, el 03/10/2022.

David Corchia, Director General

Esta certificación de firmas no puede en ningún caso conferir al presente documento el carácter de un acta notarial: la responsabilidad del notario, no puede ser impuesta en lo que concierne al presente documento.

Notas del traductor:

- Hay 2 (dos) firmas ilegibles.
- Hay 1 (un) sello que dice: M. Christophe BRAULT, Notario Asociado.-

El que suscribe Guillermo V. Chamorro, Traductor público ante la Corte Suprema de Justicia bajo el registro N°1321, declara que la presente traducción es una versión fiel a la original del documento en el idioma Francés, se certifica la fidelidad de la traducción más no se asume responsabilidad por la autenticidad del documento en la lengua de origen. En prueba de conformidad su sello y firma.-

La validez de este documento es verificable mediante el código QR adjunto al pie de página.




Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321

Índice

Título 1 - Forma - Denominación - Objeto - Sede - Duración	3
Artículo 1 - Forma	3
Artículo 2 - Denominación social	3
Artículo 3 - Objeto	3
Artículo 4 - Sede social	3
Artículo 5 - Duración	3
Título 2 - Aportes - Capital - Acciones	4
Artículo 6 - Aportes	4
Artículo 7 - Capital social	5
Artículo 8 - Modificación del capital social	5
Artículo 9 - Forma de las acciones	5
Artículo 10 - Derechos y obligaciones inherentes a las acciones	5
Artículo 11 - Cesión y transmisión de las acciones	7
Título 3 - Administración y control	7
Artículo 12 - Consejo de administración	7
Artículo 13 - Presidente del Consejo de administración	7
Artículo 14 - Funcionamiento del Consejo de administración	7
Artículo 15 - Poderes del Consejo de administración	8
Artículo 16 - Poderes del Presidente del Consejo de administración	8
Artículo 17 - Director General	9
Artículo 18 - Director General Delegado	9
Artículo 19 - Auditor de cuentas	10
Título 4 - Asamblea General de Accionistas	10
Artículo 20 - Reunión	10
Artículo 21 - Participación	10
Artículo 22 - Voto	11
Título 5 - Asamblea especial	11
Artículo 23 - Asamblea especial	11
Título 6 - Disposiciones financieras	11
Artículo 24 - Cuentas anuales	11



Guillermo Chamorro
Traductor Público N° 1321
Corte Suprema de Justicia.

Artículo 25 - Afectación y distribución de la ganancia	11
Título 7 - Disolución - Liquidación – Litigios.	12
Artículo 26 - Disolución.	12
Artículo 27 - Liquidación.	12
Artículo 28 - Conversión de las acciones preferentes.	12
Artículo 29 - Litigios	12

Notas del traductor:

- Las numeraciones del índice precedente podrían no coincidir con el contenido del presente documento, debido a las diferencias de caracteres idiomáticas.-

El que suscribe Guillermo V. Chamorro, Traductor público ante la Corte Suprema de Justicia bajo el registro N°1321, declara que la presente traducción es una versión fiel a la original del documento en el idioma Francés, se certifica la fidelidad de la traducción más no se asume responsabilidad por la autenticidad del documento en la lengua de origen. En prueba de conformidad su sello y firma.-

La validez de este documento es verificable mediante el código QR adjunto al pie de página.



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321



(16)

Título 1 - Forma - Denominación - Objeto - Sede - Duración

Artículo 1 - Forma

La Sociedad es una sociedad anónima con Consejo de administración (la “Sociedad”).

Está regida por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes, así como por los presentes Estatutos (los “Estatutos”).

La Sociedad fue constituida bajo la forma de una sociedad de responsabilidad limitada de derecho luxemburgués y, luego, transformada en sociedad anónima de derecho luxemburgués. Tomó la forma de una sociedad anónima de derecho francés con Consejo de Administración al transferir su sede social del Gran Ducado de Luxemburgo a Francia, lo que se realizó de acuerdo con la decisión de la Asamblea General Extraordinaria con fecha 16 de julio de 2015.

Artículo 2 - Denominación social

La Sociedad tiene por denominación social **TOTAL EREN**.

Artículo 3 - Objeto

La Sociedad tiene por objeto realizar, tanto en Francia como en el extranjero:

- la participación financiera, directa o indirecta, por cualquier medio, en toda operación, empresa, sociedad o grupo industrial o comercial en particular en el campo de la energía;
- la compra y venta de todo bien inmobiliario, construido o no, situado tanto en Francia como en el extranjero, así como todo tipo de actividades anexas o conexas, financieras, inmobiliarias y otras que tengan como consecuencia, directa o indirecta, facilitar esta actividad;
- y, en general, todo tipo de operaciones financieras, industriales, comerciales, mobiliarias o inmobiliarias relacionadas directa o indirectamente con el objeto social.

Artículo 4 - Sede social.

La sede social de la Sociedad se fija en 37 rue La Pérouse 75016 París.

Podrá ser trasladada a cualquier otro lugar del departamento o de un departamento limítrofe por decisión del Consejo de Administración, con reserva de la ratificación de esta decisión por la siguiente Asamblea General Ordinaria de accionistas. Al realizarse un traslado decidido por el Consejo de Administración, éste se encuentra autorizado a modificar los Estatutos en consecuencia.

Artículo 5 – Duración.

La duración de la Sociedad es de 99 años, salvo disolución anticipada o prórroga.

La Sociedad puede ser prorrogada por la Asamblea General Extraordinaria de accionistas.

Un año, al menos, antes de la fecha de finalización de la Sociedad, el Consejo de Administración deberá convocar a una reunión de la Asamblea General Extraordinaria a efectos de decidir si la Sociedad debe ser prorrogada. En su defecto, todo accionista, luego de haber intimado sin resultados a la Sociedad, podrá solicitar al Presidente del Tribunal, que decide ante la solicitud, la designación de un mandatario judicial encargado de convocar la reunión y la decisión mencionadas más arriba.



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321

(Handwritten signature)

Título 2 - Aportes - Capital – Acciones.

Artículo 6 – Aportes.

Los aportes a la Sociedad pueden ser efectuados en especie o en dinero.

De acuerdo con la deliberación de la asamblea general de accionistas del 7 de octubre de 2015, el capital social fue aumentado en un monto nominal de 695.730 € (con una prima de aporte de 674.162,37 €) para llevar el capital social de 231.893.833 € a 232.589.563 €, por la emisión de 695.730 ADP H (tal como se define este término en el Artículo 7 que se encuentra a continuación) de un (1) euro cada una de valor nominal, a un precio de suscripción de un euro con novecientos sesenta y nueve céntimos (1,969) por ADP H, es decir una prima de aporte unitaria de novecientos sesenta y nueve céntimos (0,969) por ADP H.

Estas acciones han sido atribuidas a los aportantes que figuran más abajo como remuneración del aporte de estos últimos a la Sociedad de acciones de la sociedad Héléis SAS (5 rue Alfred de Vigny, 75008 París, 798 178 729 RCS París) según la distribución que figura aquí abajo.

Apellido	Nombre	Cantidad de acciones aportadas	Cantidad de ADP H suscriptas
DEMOL	Fabienne	250	231.910
CLEMENTZ	Thierry	250	231.910
JUIN	Laurence	250	231.910
	Total	750	695.730

De acuerdo con las deliberaciones de la asamblea general de accionistas de 30 de mayo de 2017, el capital social fue aumentado en un importe nominal de 48.750.000 € (con una prima de emisión de 48.750.000 €) para llevar el capital social de 294.628.654 € a 343.378.654 €, por la emisión de 48.750.000 acciones ordinarias de un euro (1€) cada una de valor nominal, a un precio de suscripción de dos euros (2€) por acción ordinaria, es decir una prima de emisión de un euro (1€) por nueva acción ordinaria.

De acuerdo con las deliberaciones de la asamblea general de accionistas de 30 de mayo de 2017, los accionistas han decidido la conversión de la totalidad de las 61.944.091 Acciones Preferentes G existentes en 55.826.155 Acciones Preferentes A y, en consecuencia, una reducción de capital no motivada por unas pérdidas de un importe de 6.117.936 €.

De acuerdo con las deliberaciones de la asamblea general de accionistas de 31 de enero de 2019, el capital social fue aumentado en un importe nominal de ochenta y tres millones quinientos noventa y cinco mil noventa y cinco euros (83.595.095 €), para llevar el capital social de 337.260.718 € a 420.855.813 €, por la emisión de 83.595.095 acciones ordinarias de un euro (1€) cada una de valor nominal, a un precio de suscripción de dos euros (2€) por acción ordinaria, es decir, una prima de emisión de un euro (1€) por nueva acción ordinaria.

De acuerdo con las deliberaciones de la asamblea general de accionistas de 3 de abril de 2019, el capital social fue aumentado en un importe nominal de setenta y ocho millones trescientos dos mil quinientos cincuenta y ocho euros (78.302.558 €) para llevar el capital social de 420.855.813 € a 499.158.371 €, por la emisión de 78.302.558 acciones ordinarias de un euro (1€) cada una de valor nominal, a un precio de suscripción de dos euros (2€) por acción ordinaria, es decir, una prima de emisión de un euro (1 €) por



nueva acción ordinaria.

De acuerdo con las deliberaciones de la asamblea general de accionistas de 3 de abril de 2019, el capital social fue aumentado en un importe nominal de ciento treinta y seis millones trescientos sesenta y tres mil seiscientos treinta y siete euros (136.363.637 €) para llevar el capital social de 499.158.371 € a 635.522.008 €, por la emisión de 136.363.637 acciones ordinarias de un euro (1€) cada una de valor nominal, a un precio de suscripción de dos euros y veinte céntimos (2,20 €) por acción ordinaria, es decir, una prima de emisión de un euro y veinte céntimos (1,20 €) por nueva acción ordinaria.

De acuerdo con las deliberaciones del consejo de administración en fecha 23 de octubre de 2019 bajo autorización otorgada por la asamblea general en carácter extraordinario en fecha 18 de abril de 2018, fue constatado un aumento del capital social de la Sociedad de un importe nominal de 170.000 euros a título de la atribución gratuita definitiva de 170.000 nuevas acciones ordinarias por vía de incorporación al capital del mismo importe por debito de la cuenta <<primas de emisiones>>.

De acuerdo con las deliberaciones del consejo de administración en fecha 5 de noviembre de 2020 bajo autorización otorgada por la asamblea general en carácter extraordinario en fecha 18 de abril de 2018, fue constatado un aumento del capital social de la Sociedad de un importe nominal de 499.250 euros a título de la atribución gratuita definitiva de 499.250 nuevas acciones ordinarias por vía de incorporación al capital del mismo importe por debito de la cuenta <<primas de emisiones>>.

De acuerdo con las deliberaciones del consejo de administración en fecha 10 de noviembre de 2021 bajo autorización otorgada por la asamblea general en carácter extraordinario en fecha 14 de octubre de 2019, fue constatado un aumento del capital social de la Sociedad de un importe nominal de 702.000 euros a título de la atribución gratuita definitiva de 702.000 nuevas acciones ordinarias por vía de incorporación al capital del mismo importe por debito de la cuenta <<primas de emisiones>>.

Artículo 7 – Capital social.

El capital social se fija en la suma de seiscientos treinta y seis millones ochocientos noventa y tres mil doscientos cincuenta y ocho euros (636.893.258 €).

Se divide en seiscientos treinta y seis millones ochocientos noventa y tres mil doscientos cincuenta y ocho (636 893 258) acciones repartidas en varias categorías, de la siguiente forma:

- Quinientas ochenta millones doscientas setenta y seis mil trescientas setenta y tres (580.276.373) acciones ordinarias con un valor nominal de un euro (1 €) cada una, totalmente desembolsadas al momento de su suscripción;
- Cincuenta y cinco millones ochocientos veintiséis mil ciento cincuenta y cinco (55 826 155) acciones preferentes de categoría A, en el sentido de los artículos L. 228-11 y siguientes del Código de Comercio, con un valor nominal de un euro (1 €) cada una, totalmente desembolsadas al momento de su suscripción, cuyas características se describen en el Artículo 10 y en el Anexo 1 de los presentes estatutos (las “**Acciones Preferentes A**” o “**ADP A**”) convertibles en acciones ordinarias conforme las estipulaciones del Anexo I.
- Setecientos noventa mil setecientos treinta (790 730) acciones preferentes de categoría H, en el sentido de los artículos L. 228-11 y siguientes del Código de Comercio, con valor nominal de un euro (1 €) cada una, totalmente desembolsadas al momento de su suscripción, cuyas características se describen en el artículo 10 y en el Anexo 2 de los presentes estatutos (las “**Acciones Preferentes H**” o “**ADP H**”);

(las Acciones Preferentes A y las Acciones Preferentes H, se denominan conjuntamente, las “**Acciones Preferentes**”).



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. P. N° 1321

Artículo 8 - Modificación del capital social.

El capital social puede ser aumentado o reducido por todos los medios y maneras autorizados por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Artículo 9 - Forma de las acciones.

Las acciones son emitidas en la forma nominativa.

Se inscriben en cuentas individuales en las condiciones y según las modalidades previstas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Artículo 10 - Derechos y obligaciones inherentes a las acciones.

(a) Disposiciones comunes aplicables a las acciones ordinarias y a las Acciones Preferentes.

Los accionistas solamente están comprometidos hasta el límite de sus aportes.

Además de los derechos no pecuniarios previstos por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes o los Estatutos, cada acción da derecho, dentro de la titularidad del activo social, en la distribución de las ganancias y en el excedente de liquidación, a una parte proporcional a la fracción del capital que representa.

Todas las acciones que componen o compongan en el futuro el capital social de la Sociedad, siempre que sean de la misma categoría, del mismo valor nominal e integradas por un mismo monto, están totalmente asimiladas a partir del momento en que tienen el mismo goce.

Cada vez que sea necesario poseer varias acciones para ejercer cualquier derecho, corresponde a los titulares que no poseen ese número ocuparse del reagrupamiento de acciones requerido y, eventualmente, de la compra o la venta de acciones que formen los faltantes necesarios.

En caso de creación de categorías distintas de acciones, lo anterior es válido para cada una de las acciones de una misma categoría, y los derechos de cada categoría de acciones resultan de las decisiones adoptadas por la Asamblea General Extraordinaria de accionistas.

(b) Disposiciones particulares aplicables a las acciones Preferentes

(i) Derechos inherentes a todas las Acciones Preferentes

Las Acciones Preferentes de una categoría determinada están totalmente asimiladas a las acciones ordinarias, con excepción de los derechos particulares previstos en los presentes estatutos.

Los portadores de Acciones Preferentes de una categoría determinada se constituirán en asamblea especial.

El mantenimiento de los derechos particulares que les son otorgados es asegurado para toda modificación jurídica que pudiera afectar estos derechos, así como en caso de modificación o amortización del capital, de fusión o de escisión, conforme las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes, en particular:

- conforme las disposiciones del artículo L. 225-99 inciso 2 del código de comercio, la decisión de la Asamblea General de modificar los derechos relativos a las Acciones Preferentes de una o de varias categorías recién será definitiva luego de la aprobación de la Asamblea Especial de poseedores de Acciones Preferentes de cada una de estas categorías;
- conforme las disposiciones del artículo L. 228-16 del código de comercio, en caso de modificación o de amortización del capital, la Asamblea General Extraordinaria determina las incidencias de estas operaciones en los derechos de los poseedores de Acciones Preferentes de cada categoría;
- conforme las disposiciones del artículo L. 228-17 del código de comercio, en caso de fusión o de escisión,



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321



Veinte (20)

las Acciones Preferentes de cada categoría podrán ser intercambiadas con acciones de las sociedades beneficiarias de la transferencia de patrimonio que tienen derechos particulares equivalentes, o según una paridad de intercambio específica que tenga en cuenta los derechos particulares abandonados; en ausencia de intercambio contra acciones que otorguen derechos particulares equivalentes, la fusión o la escisión estará sometida a la aprobación de la Asamblea Especial de poseedores de Acciones Preferentes de cada categoría.

(ii) Otras disposiciones particulares aplicables a las Acciones Preferentes A.

Las disposiciones particulares aplicables a las Acciones Preferentes A están contempladas en el Anexo 1 de los presentes Estatutos.

(iii) Otras disposiciones particulares aplicables a las Acciones Preferentes H.

Las disposiciones particulares aplicables a las Acciones Preferentes H están contempladas en el Anexo 2 de los presentes Estatutos.

Artículo 11 - Cesión y transmisión de las acciones

La transferencia total o parcial de la titularidad de acciones sólo puede operar por transferencia entre cuentas contra la presentación de una orden de movimiento firmada por el titular de la cuenta debitada.

Título 3 - Administración y control

Artículo 12 – Consejo de administración -----

La sociedad es administrada por un Consejo de administración compuesto por tres miembros como mínimo y dieciocho como máximo, con reserva de las autorizaciones especiales previstas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Los administradores pueden ser personas físicas o personas jurídicas.

Son nombrados, renovados o revocados de acuerdo con las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

La duración de las funciones de los directores es de tres (3) años renovables. El administrador nombrado en sustitución de otro solo estará en función durante el tiempo que reste del mandato de su antecesor.

Los administradores no pueden tener más de 85 años de edad. Cuando se alcance este límite en curso de las funciones, el administrador es considerado dimitente de oficio al finalizar la Asamblea General que decide sobre las cuentas del ejercicio transcurrido, realizada en el año durante el cual expira su mandato.

El Consejo de administración puede nombrar a uno o varios censores. Los censores son personas físicas o jurídicas, elegidas entre los accionistas o fuera de ellos. La duración de las funciones de los censores es de uno (1) a tres (3) años, salvo dimisión o revocación decidida por el Consejo de administración. Las modalidades de ejercicio de la misión de los censores, incluida en ello su eventual remuneración, son fijadas por el Consejo de administración. Los censores son reelegibles. Tienen la facultad de participar en las reuniones del Consejo de administración y obtener la información puesta a disposición de los administradores, aunque no podrán participar en la votación. Serán convocados a todas las reuniones del Consejo de administración en las mismas condiciones y según las mismas modalidades que los administradores.

Artículo 13 - Presidente del Consejo de administración.

El Consejo de administración elige un Presidente entre sus miembros personas físicas. El Presidente es nombrado por un plazo de tres (3) años renovable. El Consejo de administración determina su



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Pror. N° 1321

remuneración. El Consejo de administración puede revocarlo en cualquier momento. El Presidente no puede tener más de 85 años de edad.

Artículo 14 - Funcionamiento del Consejo de administración

El Consejo de administración se reúne con la frecuencia que el interés de la Sociedad exija y, al menos, cada dos (2) meses, por convocatoria de su Presidente, en la sede social o en cualquier otro lugar indicado al momento de la convocatoria.

Las convocatorias son efectuadas por su Presidente por cualquier medio y con un preaviso de cinco (5) días o, en caso de urgencia, con un preaviso de dos (2) días. En caso de disociación de las funciones de dirección, el Director General también puede solicitar al Presidente que convoque al Consejo de administración con un orden del día determinado. Cuando el Consejo de administración no se hubiera reunido desde hace más de dos meses, todo miembro del Consejo de administración puede solicitar al Presidente que convoque al Consejo de administración con un orden del día propuesto por dicho miembro del Consejo de administración, y a falta de convocatoria por el Presidente dentro de los cinco (5) días de esta solicitud, puede convocarlo él mismo.

El Consejo de administración puede deliberar válidamente, incluso en ausencia de convocatoria, si todos sus miembros se encuentran presentes o representados o si todos los miembros ausentes o no representados consienten por escrito que la reunión del Consejo de administración se realice en su ausencia.

Un administrador puede otorgar mandato por escrito a otro director para que lo represente en una sesión del Consejo de administración.

Las deliberaciones se efectúan en las condiciones de quórum y de mayoría previstas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Con reserva de las decisiones para las cuales la ley excluye este modo de consulta, serán considerados presentes para el cálculo del quórum y de la mayoría los administradores que participen en la reunión del Consejo de administración por medios de videoconferencia o de telecomunicación que permitan su identificación de acuerdo con las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Se lleva un registro de asistencia, firmado por los miembros del Consejo de administración que participan en la sesión del Consejo de administración, tanto en nombre propio como en virtud de un poder de representación.

Las deliberaciones de las reuniones del Consejo de administración son constatadas por un acta, y se extienden copias o extractos de las actas certificadas, de acuerdo con las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Toda persona convocada para asistir a las reuniones del Consejo de administración debe mantener la discreción respecto de la información que presente un carácter confidencial y dada como tal por el Presidente, así como una obligación general de reserva.

Artículo 15 - Facultades del Consejo de administración

El Consejo de administración dispone de las facultades que le son conferidas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

En particular, determina las orientaciones de la actividad de la Sociedad y controla su aplicación. Con reserva de las facultades expresamente atribuidas a las Asambleas Generales y dentro del límite del objeto social, puede ocuparse de toda cuestión referida a la buena marcha de la Sociedad y regular a través de sus deliberaciones los asuntos que le competen.

El Consejo de administración realiza los controles y verificaciones que considera convenientes.-




Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321

El Consejo de administración puede crear comités, de los que fija la composición y las atribuciones, que ejercen su actividad bajo su responsabilidad y que están destinadas a asistirlo en sus misiones. Los comités, dentro de su campo de competencia, emiten propuestas, recomendaciones y opiniones de acuerdo con el caso.

Artículo 16 - Facultades del Presidente del Consejo de administración

El Presidente dispone de las facultades que le son conferidas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

En particular, organiza y dirige los trabajos del Consejo de administración, de los cuales rinde cuenta a la Asamblea General de accionistas. Se ocupa del buen funcionamiento de los órganos de la Sociedad y se asegura, en particular, de que los Consejo de administración se encuentren en condiciones de cumplir su misión.

En este sentido, el Presidente tiene la tarea de asegurar que los miembros del Consejo de administración y los censores reciben, junto con la convocatoria del Consejo de administración (y, al menos, un (1) día antes de su realización en caso de urgencia), el orden del día de la reunión, así como toda la información y documentos que permitan resolver sobre las propuestas de decisiones sometidas a la aprobación del Consejo de administración y todos los detalles razonables sobre las propuestas de decisiones sometidas a la aprobación del Consejo de administración.

Artículo 17 - Director General

La dirección general de la Sociedad es asumida, bajo su responsabilidad, ya sea por el Presidente del Consejo de administración o por otra persona física nombrada por el Consejo de administración y que tiene el título de Director General.

El Consejo de administración decide si la dirección general es asumida por el Presidente del Consejo de administración o si es asumida por otra persona que lleva el título de Director General. Los accionistas y los terceros deben ser informados acerca de esta elección en las condiciones fijadas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes. El Consejo de administración delibera sobre esta elección por mayoría simple de los miembros presentes o representados.

Cuando la Dirección General de la Sociedad es asumida por el Presidente del Consejo de administración, las disposiciones que se encuentran a continuación relativas al Director General le son aplicables.

El Director General es nombrado por el Consejo de administración entre los miembros del Consejo de administración o fuera de él. Debe ser obligatoriamente una persona física.

El Director General posee las facultades más amplias para actuar en toda circunstancia en nombre de la Sociedad. Ejerce sus facultades dentro del límite del objeto social y con reserva aquéllas que las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes atribuyen expresamente a las Asambleas Generales y al Consejo de administración.

El Director General no puede tener más de 85 años de edad. Cuando se alcance este límite de edad, el interesado es considerado dimitente de oficio al finalizar la Asamblea General que decide sobre las cuentas del ejercicio transcurrido, realizada en el año durante el cual expira su mandato.

La duración del mandato del Director General es de tres (3) años renovables. Cuando el Director General es director, la duración de sus funciones no puede exceder la de su mandato de director.

El Consejo de administración determina la remuneración del Director General.

El Director General es revocable en todo momento por el Consejo de administración. Si la revocación es decidida sin justo motivo, puede dar lugar al pago de daños y perjuicios, salvo cuando el Director General



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321

asume las funciones de Presidente del Consejo de administración.

Artículo 18 - Director General Delegado

Por propuesta del Director General, el Consejo de administración puede nombrar una o varias personas físicas, encargadas de asistir al Director General, con el título de Director General Delegado. La cantidad de Directores Generales Delegados no puede exceder los cinco.

El Director General Delegado debe ser obligatoriamente una persona física.

De acuerdo con el Director General, el Consejo de administración determina el alcance de las facultades confiadas a los Directores Generales Delegados. Los Directores Generales Delegados disponen, frente a terceros, de las mismas facultades que el Director General.

Los Directores Generales Delegados no pueden tener más de 85 años de edad. Cuando se alcance este límite de edad, el interesado es considerado dimitente de oficio al finalizar la próxima Asamblea General.

La duración del mandato de los Directores Generales Delegados es de tres (3) años renovables. Cuando el Director General Delegado es director, la duración de su función no puede exceder la de su mandato de director.

El Consejo de administración determina la remuneración de los Directores Generales Delegados.

Los Directores Generales Delegados son revocables en todo momento por propuesta del Director General. Si la revocación es decidida sin justo motivo, puede dar lugar al pago de daños y perjuicios.

Cuando el Director General cesa o se encuentra impedido de ejercer sus funciones, los Directores Generales Delegados, salvo decisión en contrario del Consejo de administración, conservan sus funciones y sus atribuciones hasta el nombramiento del nuevo Director General.

Artículo 19 – Auditores de cuentas

La Asamblea General Ordinaria designa al menos un auditor de cuentas. También debe designar un Auditor de cuentas suplente por cada auditor de cuentas titular.

Los auditores de cuentas cumplen su misión de acuerdo con las disposiciones legislativas vigentes.

Título 4 - Asamblea General de accionistas

Artículo 20 - Reunión

Las Asambleas Generales son convocadas y realizadas en las condiciones, formas y plazos fijados por las disposiciones legislativas o reglamentarias vigentes.

Las reuniones tienen lugar en la sede social o en cualquier otro lugar, en Francia o en el extranjero, indicado en la convocatoria.

Las Asambleas Generales son presididas por el Presidente del Consejo de administración; en su ausencia o en caso de impedimento, por un director designado previamente por el Consejo de administración; en su defecto, la misma Asamblea General elige a su presidente.

Las funciones de los escrutadores son cumplidas por los dos miembros de la Asamblea General que disponen del mayor número de votos y que aceptan esta función.

La mesa directiva designa al secretario, que puede ser elegido fuera de los accionistas.

Los miembros de la mesa directiva tienen como misión verificar, certificar y firmar la hoja de asistencia, ocuparse de la buena realización de los debates, solucionar los incidentes de la sesión, controlar los votos



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321



Verificado (24)

emitidos, asegurar su regularidad y controlar que se extienda el acta.

Se elaboran las actas y se expiden las copias o extractos de las deliberaciones certificadas de acuerdo con la ley.

Artículo 21 - Participación

Todo accionista, cualquiera sea su número de acciones, tiene el derecho a participar, personalmente o por mandatario, en las Asambleas Generales mediante prueba de su identidad y siempre y cuando sus acciones estén inscritas en una cuenta a su nombre a la fecha en la que se celebra la Asamblea General.

Un accionista puede hacerse representar por otro accionista, por su cónyuge o por el compañero con el que haya firmado un pacto civil de solidaridad.

El mandatario cumple sus misiones de acuerdo con las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes. Todo accionista, si el Consejo de administración lo permite al momento de la convocatoria a una Asamblea General, puede participar en las Asambleas Generales por vía de videoconferencia o por todo medio de telecomunicación y teletransmisión, incluida Internet, en las condiciones previstas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes. Este accionista, se considera por lo tanto presente en esta Asamblea General para el cálculo del quórum y de la mayoría.

Artículo 22 - Voto

El derecho a voto inherente a las acciones ordinarias, a las Acciones Preferentes A es proporcional a la fracción de capital que representan, y cada una de estas acciones tiene derecho a voto en las Asambleas Generales de accionistas.

En caso de desmembramiento de la titularidad de estas acciones, el derecho a voto pertenece al usufructuario en las Asambleas Generales Ordinarias y al nudo propietario en las Asambleas Generales Extraordinarias.

Todo titular de estas acciones puede votar por correspondencia en las condiciones y según las modalidades fijadas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Las Acciones Preferentes H no tienen ningún derecho a voto en las Asambleas Generales de accionistas.

Título 5 - Asamblea Especial

Artículo 23 - Asamblea especial

La Asamblea Especial de poseedores de Acciones Preferentes de una categoría determinada es convocada y delibera en las condiciones previstas por las disposiciones legales y reglamentarias vigentes y por las disposiciones del Título 4 de los presentes estatutos, quedando aclarado que cada Acción Preferentes de una categoría determinada tiene derecho a voto en las Asambleas Especiales de poseedores de Acciones Preferentes de dicha categoría determinada.

Las decisiones de la Sociedad o de la Asamblea General de accionistas solamente son definitivas tras la aprobación por la Asamblea Especial de poseedores de Acciones Preferentes de una categoría determinada cuando se refieren a la modificación de los derechos de las Acciones Preferentes de dicha categoría determinada.

Título 6 - Disposiciones financieras

Artículo 24 - Cuentas anuales

El ejercicio social comienza el 1º de enero y finaliza el 31 de diciembre del mismo año. Como excepción,



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321



Vartico 25

el primer ejercicio social comenzará a partir del día de la inscripción de la Sociedad en el Registro de comercio y sociedades y finalizará el 31 de diciembre de 2015.

Al cierre de cada ejercicio, el Consejo de administración elabora el inventario, fija las cuentas anuales y, luego, extiende el informe de gestión de acuerdo con las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Artículo 25 - Afectación y distribución del beneficio

El estado de resultados muestra el beneficio o la pérdida del ejercicio en las condiciones previstas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

El beneficio distribuible se determina de acuerdo con las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes, en particular luego de toda imputación, retención o asignación obligatoria en aplicación de las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Este beneficio está a disposición de la Asamblea General de accionistas que, en las condiciones previstas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes, y luego de la asignación a la reserva legal, puede trasladarla a cuenta nueva, afectarla a fondos de reserva generales o especiales, ponerlos en distribución en concepto de dividendo y/o hacer toda otra utilización no prohibida por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Además, la Asamblea General puede decidir la puesta en distribución de toda otra suma de la que dispone en virtud de dichas disposiciones; en este caso, la decisión indicará expresamente las partidas contables sobre los que se efectúan las retenciones.

Las sumas puestas en distribución son repartidas entre los accionistas proporcionalmente a la fracción de capital que pertenece a cada uno de ellos.

Las pérdidas, si existieran, se registrarán por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

Puede distribuirse, por decisión del Consejo de administración, anticipos sobre dividendos antes de la aprobación de las cuentas del ejercicio (incluso antes del cierre del ejercicio), en las condiciones previstas por las disposiciones legislativas y reglamentarias vigentes.

La parte de cada accionista dentro de las ganancias y su contribución en las pérdidas es proporcional a su porcentaje en el capital social.

Título 7 - Disolución - Liquidación - Litigios

Artículo 26 - Disolución

Fuera del caso de disolución judicial previsto por las disposiciones legislativas y reglamentarias aplicables, solamente hay disolución de la Sociedad al finalizar el término fijado por los Estatutos o por decisión de la Asamblea General Extraordinaria de accionistas.

Artículo 27 - Liquidación

Al momento de la finalización de la Sociedad o en caso de disolución anticipada, uno o varios liquidadores son nombrados por la Asamblea General Extraordinaria de accionistas en las condiciones de quórum y de mayoría previstas para las Asambleas Generales Ordinarias.

El liquidador representa a la Sociedad. Posee las más amplias facultades para vender el activo, incluso en forma amigable. Está facultado para pagar a los acreedores y distribuir el saldo disponible.

La Asamblea General de accionistas puede autorizarlo a gestionar la ejecución de los contratos en curso o a firmar nuevos para las necesidades de la liquidación.



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. P.º N° 1321

[Handwritten signature]



Veintiseis

El producto neto de la liquidación tras la extinción del pasivo y de las cargas sociales y el reembolso a los accionistas del monto nominal no amortizado de sus acciones es distribuido entre los accionistas teniendo en cuenta, si correspondiera, los derechos de categorías diferentes.

Artículo 28 - Conversión de las acciones preferentes

Las acciones Preferentes emitidas por la Sociedad serán convertibles, total o parcialmente, de acuerdo con las modalidades previstas por la ley y los presentes estatutos.

Si la relación de conversión aplicable a una Acción Preferente de una categoría determinada es superior a 1, la emisión de las acciones resultantes de la conversión de las Acciones Preferentes de dicha categoría determinada producirá un aumento de capital de la Sociedad cuyo importe será desembolsado en su totalidad por retención de una cuenta de reservas facultativas, ganancias o primas.

Si, en cambio, la relación de conversión aplicable a una Acción Preferente de una categoría determinada es inferior a 1, la emisión de las acciones resultantes de la Conversión de las Acciones Preferentes de dicha categoría determinada producirá una reducción de capital cuyo importe se inscribirá en prima de emisión. Se aplicarán las disposiciones del artículo L. 228-14 del Código de comercio. En particular, las operaciones de conversión sólo podrán comenzar al cumplirse el plazo de oposición del que gozan los acreedores de la Sociedad o, eventualmente, después de que se haya resuelto en primera instancia respecto de cualquier oposición que se hubiera presentado.

La conversión de Acciones Preferentes solamente podrá dar lugar a la suscripción de un número entero de acciones. Las fracciones que pudieran aparecer serán calculadas unificando todas las Acciones Preferentes convertidas por su poseedor de manera que cada conversión por parte de este poseedor únicamente pueda dar lugar a una sola fracción. Cuando el poseedor de Acciones Preferentes que convierte sus Acciones de Preferentes tenga derecho a un número de acciones que contengan una fracción, este poseedor obtendrá el número entero de acciones inmediatamente inferior al número que contenga una fracción.

Artículo 29 - Litigios

Todos los litigios que pudieran suscitarse durante la existencia de la Sociedad o durante la liquidación, ya sea entre la Sociedad y los accionistas, o entre los propios accionistas respecto de asuntos societarios serán sometidos a la jurisdicción de los tribunales competentes del lugar de la sede social. A tal efecto, todo accionista, en caso de litigio, debe constituir domicilio dentro de la jurisdicción del tribunal de la sede de la Sociedad.



Guillermo Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321

21

Anexo 1

Disposiciones particulares aplicables a las acciones preferentes A

1. Cada acción preferente A otorga derecho a un derecho a voto en las Asambleas Generales de accionistas.
2. En caso de distribución por la Sociedad, Notablemente bajo la forma de remuneración o reembolso de cuenta corriente de accionistas, distribución de dividendos, reservas, reducción de capital por parte de la Sociedad, las Acciones de Preferencia A serán consideradas pari passu con las acciones ordinarias.
3. Las acciones preferentes A serán automáticamente convertidas en acciones ordinarias en los casos y según los términos que se mencionan a continuación:
 - (a) En el marco de una salida (es decir, una transferencia de las acciones de preferencia y/o de las acciones ordinarias en el marco de la aplicación del derecho de cesión conjunta total, del derecho de salida forzosa, de una disolución, de una liquidación, una Introducción en Bolsa de la Sociedad una reorganización o una liquidación judicial de la Sociedad) (cada uno de estos casos, una "Salida"), las acciones de preferencias A deben ser transferidas en el caso de esta Salida (o, en caso de disolución, liquidación o cotización en bolsa de la sociedad, la totalidad de las acciones de Preferencia A) se convertirán automáticamente en acciones ordinarias a razón permitiendo al poseedor de acciones de Preferencias A recibir por cada acción de preferencia A un Montan sea el más alto entre:
 - (i) El valor de una acción ordinaria en el marco de dicha salida; y
 - (ii) El valor mínimo de una acción de preferencia A.
 - (b) En caso de transferencia por un inversor a iniciativa propia de sus acciones de la sociedad (salvo transferencia realizada en el marco de una introducción en Bolsa de la Sociedad, excepto Transferencia Libre contemplada en los artículos 11.1, 11.2 y 11.5 (ii) del pacto de accionistas y salvo transferencia realizada en el marco del derecho de cesión conjunta total), las acciones de preferencias A cedidas por dicho inversor se convertirán en acciones ordinarias según una (1) acción ordinaria para una (1) acción preferente o de preferencia.
 - (c) Definiciones
Los términos contemplados en el presente anexo 1 y que comienzan por una mayúscula (i) tienen la definición que figura en el presente anexo o (ii) si no están definidos en el presente anexo, tienen el sentido que se da en el Pacto de accionistas (tal como se define a continuación):

“Fecha de cálculo del valor mínimo de las acciones de preferencias A”, designa la primera de dos fechas siguientes: (i) la fecha de salida o (ii) la fecha de expiración del período mínimo de TIR correspondiente:

Flujo de acciones de preferencias A, designada (A) cualquier flujo pasado entre la sociedad y los titulares de acciones preferentes A en concepto de acciones preferentes A, en particular (i) distribución de dividendos, reservas, reducción de capital por la sociedad, (ii) Compensación por parte de la sociedad en virtud del contrato de garantía celebrado el 7 de octubre de 2015 entre la Sociedad y los inversores, (iii) con ocasión de una salida. O (iv) suscripción de acciones preferentes, y (B) los costes de asesoramiento externo soportados conjuntamente por los inversores en relación con la realización de la etapa 1 dentro de un límite de 650.000 € (**los Costes Externos**), se considerará que el conjunto de los flujos pasados entre la sociedad y los poseedores de acciones de preferencias G serán asimilados a flujos pasados entre la sociedad y los poseedores de acciones de preferencias A. Los flujos destinados a los portadores de acciones de preferencias A como negativo, los flujos hacia la Sociedad y los costes externos se considerarán positivos.



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. Nº 1321

“**Pacto de Accionistas**” designa al pacto de accionistas celebrado entre, particularmente, Total Eren Holding SA, Total S.A, Total S.A. New Eren SA, FPCI ETI 2020, fondos profesionales de capital de inversiones representados por la sociedad de gestión Bpifrance Inversiones, Zephyr inversiones, Greenova, Pâris Mouratoglou et David Corchia en fecha 1 de diciembre de 2017, en presencia de la Sociedad, (Y tal como este pacto de accionistas podrá ser, posteriormente, modificado si procede).

“**Valor mínimo de una acción de preferencia A**” Determina el valor de una acción preferente A que permite a los inversores obtener, en la fecha de cálculo del valor mínimo de las acciones de preferencias A, una tasa de retorno de la inversión igual al TRI Mínimo. Este valor se calculará como sigue:

$$\sum \frac{\text{Flux des APA} * (1 + \text{TRI Minimum})^{\left(\frac{N_{flux}}{365}\right)}}{\text{Nombre d'APA}}$$

Léase: Flujos de APA * (1+ clasificación mínima) sobre Numero de APA.

donde “**flujo de APA**” corresponde al término “Flujo de Acciones Preferencia A” definido anteriormente y “**N_flux**” corresponde al número de días transcurridos entre la fecha del flujo de APA y la fecha de Cálculo del Valor Mínimo de Acciones de Preferencia A.

“**TRI Mínima**” significa una tasa anual del 5% durante el período mínimo de TRI y una tasa anual del 0% después del período mínimo de TRI.

“**Período mínimo de TRI**”: significa un período de cuatro (4) años a partir del 7 de octubre de 2015.

4. Toda emisión por parte de la Sociedad, de acciones de preferencia teniendo derechos financieros superiores a los derechos definidos a continuación, deberán ser aprobados por los poseedores de acciones de preferencia A, poseedores de más de 2/3 de acciones de preferencia A.




Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321



Anexos 2

Disposiciones particulares aplicables a las Acciones de Preferencia H

1. Derecho de voto

Ningún derecho de voto se adjunta a las Acciones de Preferencia H

2. Derecho a dividendos y sumas asimiladas

Las Acciones de Preferencia H se procesan *pari passu* con las acciones ordinarias de la Sociedad en caso de distribución de cualquier dividendo, anticipo sobre dividendo, distribución de beneficios, reservas o primas, cualquier distribución de los activos sociales (en particular, reducción del capital), liquidación y otras operaciones asimiladas, y proporcionalmente a la proporción de capital que representan.

3. Conversión

Las Acciones de Preferencia H se convertirán en acciones ordinarias de la Sociedad en los siguientes casos y términos:

3.1 Paridad de conversión

Cada Acción de Preferencia H dará derecho a un número «y» de acciones ordinarias de la Sociedad calculado como sigue:

$$y = \left(\frac{V_c - V_0 + 0,9D}{V_c} \right) \times 10$$

Léase: y es igual a: se abre paréntesis: $V_c - V_0 + 0,9 D$ sobre V_c , cierra paréntesis por diez.

donde:

- (i) « V_c » significa la valoración de todos los fondos propios de la Sociedad en la Fecha de Referencia de Conversión dividida por el número de acciones de la Sociedad en la Fecha de Referencia de Conversión;
- (ii) « V_0 » significa 1,574 (calculado sobre la base de acciones de la Sociedad de un euro de valor nominal cada una);
- (iii) « D » significa el resultado de la siguiente fórmula:

$$D = \sum \frac{\text{Dividendos}_n}{\text{Nb actions}_n}$$

donde:

«**dividendos n**» designa el importe de cualquier dividendo, anticipo sobre dividendo, distribución de beneficios, reservas o primas, distribución del activo social (en particular por reducción del capital) y otras cantidades asimiladas, pagado a los accionistas de la Sociedad en un momento «n» que se sitúa entre el 7 de octubre de 2015 y la Fecha de Referencia de Conversión, y

«**Nb actions n**» designa el número de acciones de la Sociedad en el momento «n» mencionado en el apartado anterior;

«**Fecha de Referencia de Conversión**» designa la fecha de recepción por la Sociedad de la



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Matr. Prof. N° 1321

Solicitud de Conversión (en el sentido dado a este término en el punto 3.2 (a) anterior o, en su caso, en el punto 3.2(b) siguiente:

Habiéndose precisado que:

- En caso de agrupación o división de acciones de la Sociedad entre el 7 de octubre de 2015 y la Fecha de Referencia de Conversión, cada uno de «Vo» y «D» deberá ajustarse en consecuencia, y
- «y» se designa también en el presente Anexo como el “**ratio de Conversión H**”;
- cada uno de «V c» y «D» se designa individualmente como un «**Agregado H**» y colectivamente, como los «**Agregados H**»; y
- si la aplicación de la fórmula de cálculo de «y» resulta en un número negativo «y» será, a efectos del presente Anexo, considerada igual a 0.

3.2 Conversión opcional

Las Acciones de Preferencia H se convertirán en acciones ordinarias de la Sociedad, a petición de cualquier Promotor de Acción de Preferente H (un «Portador ADPH») en los casos y en los términos que se mencionan en el presente apartado 3.2:

- (a) Cualquier Portador ADPH podrá solicitar, en cualquier momento entre el 1 de julio de 2014 (o el 1 de enero de 2025 en el marco de la prórroga prevista en el artículo 6.1.4 del Pacto de Accionistas H) y el 1 de julio de 2026, por carta certificada con acuse de recibo dirigida a la Sociedad y a los demás Portadores ADPH, la conversión de la totalidad (y de la integridad solamente) Acciones de Preferencia H que posee en acciones ordinarias nuevas a emitir por la Sociedad (una «**Solicitud de Conversión**») según los términos que se mencionan en el presente punto 3.2(a) <.
- (i) En el supuesto de que un poseedor de ADPH dirija a la Sociedad una Solicitud de Conversión de conformidad con el párrafo anterior, la Sociedad y el poseedor ADPH en cuestión concederán de buena fe sobre los Agregados H y la Relación de Conversión H resultante.

Se precisa a este respecto que, en caso de que, en los seis meses (6) anteriores a la recepción por la Sociedad de una solicitud de Conversión, los fondos propios de la Sociedad hubieran sido objeto, a petición de la Sociedad o de sus accionistas, de trabajos de valorización por un experto independiente, el poseedor ADPH y la Sociedad apoyarán, en el marco de sus debates de buena fe contemplados en el párrafo anterior, dichos trabajos de valorización (sin perjuicio de los ajustes pertinentes que deban efectuarse) para determinar los agregados H y el coeficiente de conversión H resultante.

- (ii) A falta de acuerdo entre la Sociedad y el Poseedor ADPH en cuestión dentro de los 15 días naturales siguientes a la recepción por la Sociedad de la Solicitud de Conversión, el más diligente de la Sociedad y del poseedor ADPH de que se trate podrá notificar por escrito a la otra Parte una solicitud de nombramiento de un experto independiente, que deberá ser una entidad de reputación internacional de primer rango (respectivamente, la «Solicitud de Peritaje» y el «experto») encargado de determinar los Agregados H y Ratio de Conversión H resultantes. Cualquier solicitud de peritaje deberá también notificarse a todos los demás portadores ADPH.

En el caso de que se dirija una Solicitud de peritaje, la Sociedad y el poseedor de ADPH



Página 18 de 22


Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321

interesados se esforzarán de buena fe para acordar sobre un Experto que acepte esta misión. No obstante, en caso de que, por cualquier motivo, la Sociedad y el poseedor ADPH no pudieran ponerse de acuerdo sobre el nombre de un Experto que aceptara esta misión en un plazo de 10 días naturales a partir de la Solicitud de Peritaje por la parte interesada, éste será designado por el Presidente del Tribunal de Comercio de París, pronunciándose como en materia de medidas provisionales y sin recurso posible, a petición del más diligente la Sociedad y del poseedor ADPH interesado.

Se precisa al respecto que, en caso de que, en los seis meses anteriores a la recepción por la Sociedad de una Solicitud de Conversión, los fondos propios de la Sociedad hubieran sido objeto, a petición de la Sociedad o de sus accionistas, de trabajos de valorización por un experto independiente, dicho experto (i) será designado como experto a efectos del presente Anexo y (ii) (además de lo indicado en el presente punto 3.2) se basará en dichos trabajos de valorización (sin perjuicio de los ajustes pertinentes que deban hacerse) para determinar los agregados H y el coeficiente de conversión H resultante.

(iii) A efectos de determinar los Agregados H y el Coeficiente de Conversión H resultante, el Experto así designado deberá actuar en el marco y de conformidad con las disposiciones del artículo 1592 del Código Civil, deberá aplicar los principios y definiciones contemplados en el presente Anexo, y, en particular, la fórmula de cálculo contemplada en el punto 3.1 anterior, y deberá respetar el principio de contradicción con respecto a la Sociedad y al poseedor ADPH de que se trate, todo ello en consonancia con su misión. La Sociedad y el poseedor ADPH interesados se comprometen a cooperar plenamente y de buena fe con el Experto y a proporcionarle todos los documentos o informaciones, contables o de otra índole, que considere útiles para su misión.

(iv) El experto deberá, en la medida de lo posible, transmitir su determinación de los Agregados H y de la Ración de Conversión H resultante a la sociedad y al conjunto de los portadores ADPH en un plazo de 30 días naturales (o cualquier otro plazo decidido de común acuerdo entre la Sociedad y el poseedor ADPH correspondiente) a partir de la aceptación de su misión; el experto deberá además transmitir sin demora a la Sociedad y al conjunto de los Poseedores ADPH la prueba del envío de su determinación de los Agregados H y del Ratio de Conversión H resultante a los demás destinatarios; la fecha de recepción por la Sociedad de la determinación por el Experto de los Agregados H y del Coeficiente de Conversión H resultante, siendo designado como la «Fecha de Determinación».

Para la regla correcta, el Experto deberá, en el marco de su determinación de cada uno de los Agregados H y del Ratio de Conversión H resultante, determinar y calificar a la Sociedad y al conjunto de los Portadores ADPH de todo el mundo, y no dar un margen.

(v) La determinación por el Experto, de conformidad con las estipulaciones del presente Anexo, de los Agregados H y del Coeficiente de Conversión H resultante, será definitiva y se impondrá a la Sociedad, al Poseedor ADPH interesado, así como (a efectos del punto 3.3 (a) infra) a otros portadores de ADPH, sin posibilidad de recurso 8 salvo error grave).

(vi) Si el Experto no desea o no puede, por cualquier razón, determinar los Agregados H y la Relación de Conversión H resultantes de la manera indicada anteriormente, deberá notificarlo a la Sociedad y al Poseedor ADPH interesado y, en cualquier caso, salvo acuerdo mutuo en contrario de la Sociedad y del Poseedor ADPH de que se trate, si el Experto ADPH no ha determinado los Agregados H y el Ratio de Conversión H resultantes en los 45 días naturales siguientes a la aceptación de su misión, el procedimiento de designación de un experto y de la determinación de los agregados H y del coeficiente de conversión H resultante podrá iniciarse de nuevo a petición del más diligente de la Sociedad y del Poseedor ADPH interesado, en cuyo caso (x) el experto previamente designado se inhibirá automáticamente y de pleno derecho a partir de dicha solicitud y (y) dicho procedimiento de designación de un experto y de determinación por éste-Los Agregados H y la Relación de Conversión H resultantes se aplicarán de nuevo como se indica en el presente Anexo. Y así sucesivamente hasta que los

- Agregados H y el Ratio de Conversión H resultante sean determinados por un Experto designado y que se pronuncie en aplicación de este procedimiento.
- (vii) Los honorarios y gastos del Experto correrán a cargo de la Sociedad.
 - (viii) Las Acciones de Preferencia H se convertirán automáticamente el décimo día natural siguiente (x) a la fecha en que la Compañía y el poseedor de APH correspondiente hayan acordado los Agregados H y la Relación de Conversión H resultante o, en su caso, (y) la fecha de Determinación.
- (b) En caso de Cambio de Control de la Sociedad o de Salida a bolsa NE, cualquier Poseedor ADPH también podrá solicitar, en cualquier momento dentro de los 10 días naturales siguientes a la fecha de recepción por dicho Poseedor ADPH de la Notificación de Transferencia relativa a la Transferencia que implique dicho Cambio de Control o de la notificación relativa a dicha Cotización en bolsa NE, por carta certificada con acuse de recibo dirigido a la Sociedad y a los demás Poseedores ADPH, la conversión de la totalidad (y de la totalidad solamente) de las Acciones de Preferencia H que posee en acciones ordinarias nuevas a emitir por la Sociedad (también, la «Solicitud de conversión») según los términos que se mencionan en el presente punto 3.2 (b):

En el supuesto de que un poseedor ADPH dirija a la Sociedad una Solicitud de Conversión conforme al párrafo anterior, la totalidad de las Acciones de Preferencia H del poseedor ADPH en cuestión se convertirán automáticamente el décimo día siguiente a la fecha de recepción por la Sociedad de la Solicitud de Conversión, en un número de acciones ordinarias de la Sociedad calculado según el Ratio de Conversión H determinado considerando que el Agregado H «Vc» es igual (no obstante su definición anterior) al precio por acción de la Sociedad acordado con el cesionario en el marco de dicha Transferencia que implique un Cambio de Control o (si procede) al Precio Determinado por Transparencia.

Por otra parte, se precisa que toda Solicitud de Conversión que se recoja en virtud del párrafo 3.2 (a) anterior, entra (i) la fecha de recepción por el Poseedor ADPH afectado de la Notificación de Transferencia relativa a la transferencia que implique dicho Cambio de Control o, según el caso, la notificación relativa a la Entrada en Bolsa NE y (ii) la fecha de realización efectiva de dicha Transferencia que implique dicho Cambio de Control, o según el caso, de la Oferta Pública Inicial NE, se considerará una Solicitud de Conversión hecha por el llamado poseedor ADPH en virtud del presente apartado 3.2(b) para las modalidades de conversión de las Acciones de Preferencia H afectadas.

3.2 Conversión automática.

Las Acciones preferentes H se convertirán automáticamente en acciones ordinarias de la Sociedad en los casos y en los términos que se indican a continuación en el párrafo 3.3:

- (a) En el supuesto de que, a raíz de una Solicitud de Conversión notificada por L cualquiera de los Portadores ADPH, los Agregados H y la Relación de Conversión H se determinarían recurriendo al Experto según el procedimiento descrito en el punto 3.2(a)(ii) a 3.2(a)(vii) supra;

en cuyo caso, la totalidad de las Acciones de Preferencia H en circulación serán automáticamente convertidas al día siguiente de la fecha de Determinación en un número de acciones ordinarias de la Sociedad calculado según el Ratio de Conversión H determinada por el experto;

- (b) En caso de ejercicio del Derecho de Salida Forzada o, en su caso, del Drag-Along Inversores o, en su caso, una Oferta Pública Inicial de la Sociedad;



Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. P. N° 1321

En cuyo caso, la totalidad de las acciones de Preferencias H en circulación se convertirán el día 10 siguiente a la fecha de recepción por la Sociedad de la notificación del ejercicio relativo del Derecho de Salida Forzada o, en su caso, del Drag-Along Investisseurs (o, en el caso de una Cotización en Bolsa de la Sociedad, inmediatamente antes de dicha Cotización), en un número de acciones ordinarias de la Sociedad calculado según el Coeficiente de Conversión H determinado considerando que el Agregado H «Vc» es igual (no obstante su definición anterior) al precio por acción de la Sociedad acordado con el cesionario en el marco de la Transferencia objeto del Derecho de Salida Forzada o, en su caso, del Drag-Along Investisseurs (o, en el caso de una Oferta Pública Inicial de la Sociedad, al precio por acción de la Sociedad seleccionada en el marco de dicha Oferta Pública Inicial);

Por otra parte, en caso de no conversión de la totalidad o parte de las Acciones de Preferencia H antes del 1 de julio de 2026, las Acciones de Preferencia H entonces en circulación ya no serán convertibles en acciones ordinarias de la Sociedad y se aplicará, el primer día hábil siguiente al 1 de julio de 2026, de la fórmula de cálculo contemplada en el punto 3.1, considerando que «y» es igual a 0, lo que resulta en una reducción del capital de la Sociedad por la totalidad de las Acciones de Preferencia H entonces en circulación, que se realizará de conformidad con los términos de los presentes Estatutos;

No obstante, se precisa al respecto que, si, el 1 de julio de 2026, (i) una conversión de Acciones de Preferencia H está en curso por el hecho (x) de Solicitud(s) de Conversión recibida por la Sociedad antes del 1 de julio de 2026 o (y) de la ocurrencia antes del 1 de julio de 2026 de un caso de conversión automática de las Acciones de Preferencia H, y (ii) dicha conversión de Acciones de Preferencia H no se realiza efectivamente, las disposiciones de los apartados 3.2 o según el caso, 3.3(a) y (b) supra seguirán aplicándose y prevalecerán sobre las disposiciones del párrafo anterior.

4. Insensibilidad

Las acciones de preferencias H son intransferibles (por cesión en beneficio de los derechohabientes de un poseedor ADPH en caso de muerte o invalidez permanente de dicho poseedor ADPH) siempre que no hayan sido convertidas en acciones ordinarias de la sociedad en los supuestos contemplados en el presente anexo.

5. Disposiciones generales

- (a) Por las necesidades del presente anexo, los términos "cambios de control", "derecho de salida forzada", "Cotización en bolsa", "Cotización en bolsa NE", "Notificación de transferencia", "Drag-Along inversores", "Precio determinado por transparencia", y "Transferencia" tienen el sentido que se les da en el contrato "Pacto de accionistas H" celebrado entre algunos accionistas de la sociedad (incluidos los poseedores ADPH), de 1 de diciembre de 2017, en presencia de la sociedad (este pacto podrá, posteriormente, modificarse, en su caso, el Pacto de Accionistas H).
- (b) En los casos en que, por aplicación de las disposiciones del presente anexo, el coeficiente de conversión H aplicable a una conversión dada de acciones de preferencia H sea inferior a 1, dicha conversión resultará en una reducción del capital de la sociedad que se realizará de conformidad con los términos de los presentes Estatutos y los plazos mencionados más arriba, de tomar para la realización efectiva de dicha conversión se ajustarán en consecuencia con el fin de tener en cuenta los plazos exigidos para el tratado de los derechos de los acreedores de la sociedad en virtud de dicha reducción de capital.
- (c) Las acciones ordinarias nuevas de la sociedad resultantes de la conversión de las acciones preferentes H gozarán a partir de su emisión y estarán sujetas a las disposiciones de los estatutos de la sociedad de los estatutos de la sociedad. Se asimilarán plenamente a las acciones ordinarias desde el momento de su emisión.




Guillermo V. Chamorro
Lic. Lengua Francesa
Traductor Público
Mat. Prof. N° 1321

APOSTILLA (Convención de la Haya del 5 de octubre de 1961)			
1. PAIS	REPUBLICA FRANCESA	PARAGUAY	
El presente Acto Público			
2. HA SIDO FIRMADO POR:	Me. BRAULT		
3. QUIEN ACTUA EN CALIDAD DE :	Notario		
4. Y ESTÁ REVESTIDO DEL SELLO / TIMBRE DE :	Su despacho.		
CERTIFICA			
5. EN	PARIS	6. EL	05 de Octubre de 2022
7. POR	PROCURADOR GENERAL DE LA CORTE DE APELACIONES DE PARIS. -		
8. BAJO EL NUMERO N°	8221-B		
9. SELLO / TIMBRE MICHEL LENOUT ABOGADO GENERAL 10. FIRMA			

Esta apostilla confirma solamente la autenticidad de la firma, del sello o de la estampilla sobre el documento, no garantiza la autenticidad del contenido del documento o que la Republica Francesa apruebe su contenido.

Notas del traductor:

- Hay 2 (dos) sellos de la Corte de Apelaciones de Paris.-
- Hay 1 (una) Firma ilegible.-

El que suscribe Guillermo V. Chamorro, Traductor público ante la Corte Suprema de Justicia bajo el registro N°1321, declara que la presente traducción es una versión fiel a la original del documento en el idioma Francés, se certifica la fidelidad de la traducción más no se asume responsabilidad por la autenticidad del documento en la lengua de origen. En prueba de conformidad su sello y firma.-

La validez de este documento es verificable mediante el código QR adjunto al pie de página.




Guillermo V. Chamorro
 Lic. Lengua Francesa
 Traductor Público
 Mat. Prof. N° 1321

